

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

RECUEIL DES ARRÊTS,
AVIS CONSULTATIFS ET ORDONNANCES

STATUT INTERNATIONAL
DU SUD-OUEST AFRICAIN
AVIS CONSULTATIF DU 11 JUILLET 1950

1950

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

REPORTS OF JUDGMENTS,
ADVISORY OPINIONS AND ORDERS

INTERNATIONAL STATUS
OF SOUTH-WEST AFRICA
ADVISORY OPINION OF JULY 11th, 1950

Le présent avis doit être cité comme suit :
« *Statut international du Sud-Ouest africain,*
Avis consultatif : C. I. J. Recueil 1950, p. 128. »

This Opinion should be cited as follows :
“*International status of South-West Africa,*
Advisory Opinion : I.C.J. Reports 1950, p. 128.”

N° de vente :
Sales number **42**

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

ANNEE 1950

11 juillet 1950

STATUT INTERNATIONAL
DU SUD-OUEST AFRICAIN

Existence actuelle du Mandat pour le Sud-Ouest africain conféré à l'Union sud-africaine et des obligations internationales qui en découlent. — Article 22 du Pacte de la Société des Nations. — Article 80, paragraphe 1, de la Charte. — Différence entre les Mandats internationaux et les notions de mandat en droit interne. — Déclarations faites par le Gouvernement de l'Union sur le maintien de ses obligations en vertu du Mandat. — Obligation pour le Gouvernement de l'Union d'admettre un contrôle de la part des Nations Unies et de transmettre rapports et pétitions. — Compétence de l'Assemblée générale des Nations Unies découlant de l'article 10 de la Charte. — Juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice.

Applicabilité du chapitre XII de la Charte. — Caractère facultatif ou obligatoire du placement du Territoire du Sud-Ouest africain sous le Régime de Tutelle. — Articles 75, 77, 79 et 80, paragraphe 2, de la Charte.

Compétence pour modifier le statut international du Territoire du Sud-Ouest africain.

AVIS CONSULTATIF

Présents : M. BASDEVANT, Président ; M. GUERRERO, Vice-Président ; MM. ALVAREZ, HACKWORTH, WINIARSKI, ZORIČIĆ, DE VISSCHER, SIR ARNOLD MCNAIR, M. KLAESTAD, BADAWI PACHA, MM. KRYLOV, READ, HSU MO, AZEVEDO, juges ; M. HAMBRO, Greffier.

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

YEAR 1950

July 11th, 1950

1950
July 11th
General List:
No. 10INTERNATIONAL STATUS OF
SOUTH-WEST AFRICA

Continued existence of the Mandate for South-West Africa conferred upon the Union of South Africa, and of the international obligations derived therefrom.—Article 22 of the Covenant of the League of Nations.—Article 80, paragraph 1, of the Charter.—International Mandates distinguished from the notions of mandate in national law.—Declarations by Union Government as to the continuance of its obligations under the Mandate. — Obligation of Union Government to accept supervision by the United Nations and to submit reports and petitions.—Competence of the General Assembly of the United Nations derived from Article 10 of the Charter.—Compulsory jurisdiction of the International Court of Justice.

Applicability of Chapter XII of the Charter.—Optional or compulsory nature of the placing of the Territory of South-West Africa under the Trusteeship System.—Articles 75, 77, 79 and 80, paragraph 2, of the Charter.

Competence to modify the international status of the Territory of South-West Africa.

ADVISORY OPINION

Present : President BASDEVANT ; *Vice-President* GUERRERO ;
Judges ALVAREZ, HACKWORTH, WINIARSKI, ZORIČIĆ,
DE VISSCHER, SIR ARNOLD MCNAIR, KLAESTAD, BADAWI
PASHA, KRYLOV, READ. HSU MO, AZEVEDO ; *Registrar*
HAMBRO.

LA COUR,

ainsi composée,

donne l'avis consultatif suivant :

A la date du 6 décembre 1949, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la résolution ci-après :

« *L'Assemblée générale,*

Rappelant ses résolutions 65 (I) du 14 décembre 1946, 141 (II) du 1^{er} novembre 1947 et 227 (III) du 26 novembre 1948, relatives au Territoire du Sud-Ouest africain,

Considérant qu'il est souhaitable que l'Assemblée générale obtienne, pour poursuivre l'examen de cette question, un avis consultatif sur les aspects juridiques qu'elle présente,

1. *Décide* de soumettre les questions suivantes à la Cour internationale de Justice en la priant de donner un avis consultatif qui sera transmis à l'Assemblée générale avant sa cinquième session ordinaire si possible :

« Quel est le statut international du Territoire du Sud-Ouest africain, et quelles sont les obligations internationales de l'Union sud-africaine qui en découlent, et notamment :

a) L'Union sud-africaine a-t-elle encore des obligations internationales en vertu du Mandat pour le Sud-Ouest africain et, si c'est le cas, quelles sont-elles ?

b) Les dispositions du chapitre XII de la Charte sont-elles applicables au Territoire du Sud-Ouest africain et, dans l'affirmative, de quelle façon le sont-elles ?

c) L'Union sud-africaine a-t-elle compétence pour modifier le statut international du Territoire du Sud-Ouest africain ou, dans le cas d'une réponse négative, qui a compétence pour déterminer et modifier le statut international du Territoire ? »

2. *Charge* le Secrétaire général de transmettre la présente résolution à la Cour internationale de Justice, conformément à l'article 65 du Statut de la Cour, et d'y joindre tout document pouvant servir à élucider la question.

Le Secrétaire général joindra notamment le texte de l'article 22 du Pacte de la Société des Nations ; le texte du Mandat pour le Sud-Ouest africain allemand, confirmé par le Conseil de la Société des Nations le 17 décembre 1920 ; les documents pertinents concernant les objectifs et les fonctions du Régime des Mandats ; le texte de la résolution sur la question des Mandats, adoptée par la Société des Nations le 18 avril 1946 ; le texte des articles 77 et 80 de la Charte, ainsi que des renseignements sur les débats auxquels ces articles ont donné lieu à la Conférence de San-Francisco et à l'Assemblée générale ; le rapport de la Quatrième Commission et les documents officiels, y compris les annexes, se rapportant à l'examen

THE COURT,

composed as above,

gives the following Advisory Opinion :

On December 6th, 1949, the General Assembly of the United Nations adopted the following resolution :

"The General Assembly,

Recalling its previous resolutions 65 (I) of 14 December 1946, 141 (II) of 1 November 1947 and 227 (III) of 26 November 1948 concerning the Territory of South-West Africa,

Considering that it is desirable that the General Assembly, for its further consideration of the question, should obtain an advisory opinion on its legal aspects,

1. *Decides* to submit the following questions to the International Court of Justice with a request for an advisory opinion which shall be transmitted to the General Assembly before its fifth regular session, if possible :

'What is the international status of the Territory of South-West Africa and what are the international obligations of the Union of South Africa arising therefrom, in particular :

(a) Does the Union of South Africa continue to have international obligations under the Mandate for South-West Africa and, if so, what are those obligations ?

(b) Are the provisions of Chapter XII of the Charter applicable and, if so, in what manner, to the Territory of South-West Africa ?

(c) Has the Union of South Africa the competence to modify the international status of the Territory of South-West Africa, or, in the event of a negative reply, where does competence rest to determine and modify the international status of the Territory ?'

2. *Requests* the Secretary-General to transmit the present resolution to the International Court of Justice, in accordance with Article 65 of the Statute of the Court, accompanied by all documents likely to throw light upon the question.

The Secretary-General shall include among these documents the text of Article 22 of the Covenant of the League of Nations ; the text of the Mandate for German South-West Africa, confirmed by the Council of the League on 17 December 1920 ; relevant documentation concerning the objectives and the functions of the Mandates System ; the text of the resolution adopted by the League of Nations on the question of Mandates on 18 April 1946 ; the text of Articles 77 and 80 of the Charter and data on the discussion of these articles in the San Francisco Conference and the General Assembly ; the report of the Fourth Committee and the official records, including the annexes, of the consideration of the

de la question du Sud-Ouest africain lors de la quatrième session de l'Assemblée générale. »

Par une lettre du 19 décembre 1949, enregistrée au Greffe de la Cour le 27 décembre, le Secrétaire général des Nations Unies a transmis à la Cour la copie certifiée conforme de la résolution de l'Assemblée générale.

Le 30 décembre 1949, le Greffier, conformément à l'article 66, paragraphe 1, du Statut, a notifié la requête à tous les États admis à ester en justice devant la Cour. En outre, la question, soumise à fin d'avis consultatif par l'Assemblée générale, visant le chapitre XII de la Charte, le Greffier adressa le même jour à tous les Membres des Nations Unies la communication spéciale et directe prévue au paragraphe 2 de l'article 66 du Statut, en leur faisant savoir que la Cour était disposée à recevoir d'eux des exposés écrits sur la question. Par une ordonnance rendue le même jour, le Président, la Cour ne siégeant pas, a fixé au lundi 20 mars 1950 la date à laquelle expirait le délai dans lequel lesdits exposés pouvaient être déposés, et a réservé la suite de la procédure.

Dans le délai prescrit, des exposés écrits furent déposés par les États suivants : Égypte, Union sud-africaine, États-Unis d'Amérique, Inde et Pologne.

Le 7 mars 1950, le Comité directeur de la Ligue internationale des droits de l'homme adressa à la Cour une communication demandant l'autorisation de présenter un exposé écrit et oral sur la question soumise à fin d'avis. Le 16 mars, la Cour décida qu'elle était disposée à recevoir de cette organisation, avant le 10 avril, un exposé écrit, limité aux questions juridiques soumises à la Cour. La Ligue en fut avisée le même jour, mais elle n'adressa aucune communication dans le délai qui lui avait été imparti.

Par lettre du 23 janvier 1950, le Secrétaire général des Nations Unies fit savoir qu'il avait désigné M. I. Kerno, Secrétaire général adjoint chargé du Département juridique, comme son représentant devant la Cour, M. Kerno étant autorisé à présenter tout exposé écrit ou oral susceptible d'aider la Cour.

Par lettres du 1^{er} mars et du 20 mars 1950, enregistrées au Greffe le 8 mars et le 11 avril respectivement, le Secrétaire général transmit au Greffe la documentation qu'il était chargé de lui fournir aux termes de la résolution de l'Assemblée générale et de l'article 65 du Statut. Tous ces documents sont énumérés dans le bordereau joint en annexe au présent avis.

Le Gouvernement des Philippines fit savoir, par télégrammes datés du 15 mars et du 29 avril, qu'il avait l'intention de présenter un exposé oral. Le Gouvernement de l'Union sud-africaine fit connaître la même intention par lettre du 28 mars.

question of South-West Africa at the fourth session of the General Assembly.”

By letter of December 19th, 1949, filed in the Registry on December 27th, the Secretary-General of the United Nations transmitted to the Court a certified true copy of the General Assembly's resolution.

On December 30th, 1949, in accordance with Article 66, paragraph 1, of the Statute, the Registrar gave notice of the request to all States entitled to appear before the Court. In addition, as the question submitted to the Court for advisory opinion by the General Assembly concerned Chapter XII of the Charter, the Registrar, on the same date, informed all Members of the United Nations, by means of a special and direct communication as provided in Article 66, paragraph 2, of the Statute that the Court was prepared to receive from them written statements on the question. By an order of the same date the President, the Court not being in session, appointed Monday, March 20th, 1950, as the date of expiry of the time-limit for the submission of written statements, and reserved the rest of the procedure for further decision.

Written statements were received within the prescribed time-limit from the following States : Egypt, Union of South Africa, the United States of America, India and Poland.

On March 7th, 1950, the Board of Directors of the International League of the Rights of Man sent a communication to the Court asking permission to submit written and oral statements on the question. On March 16th, the Court decided that it would receive from this organization a written statement to be filed before April 10th and confined to the legal questions which had been submitted to the Court. On the same day, the League was notified accordingly, but it did not send any communication within the time-limit prescribed.

By letter of January 23rd, 1950, the Secretary-General of the United Nations announced that he had designated Dr. I. Kerno, Assistant Secretary-General in charge of the Legal Department, as his representative before the Court, and that Dr. Kerno was authorized to submit any written or oral statements likely to furnish information to the Court on the question.

By letters dated March 1st and March 20th, 1950, filed in the Registry on March 8th and April 11th, respectively, the Secretary-General transmitted to the Registry the documents which he was instructed to submit according to the resolution of the General Assembly and Article 65 of the Statute. All these documents are enumerated in the list annexed to this Opinion.

By telegrams dated March 15th and April 29th, the Government of the Philippines announced its intention to present an oral statement. The Government of the Union of South Africa announced the same intention by letter of March 28th.

Lors des audiences publiques tenues du 16 au 23 mai 1950, la Cour entendit des exposés oraux présentés :

au nom du Secrétaire général des Nations Unies, par M. Ivan Kerno, Secrétaire général adjoint chargé du Département juridique ;

au nom du Gouvernement des Philippines, par M. le juge José D. Ingles, membre de la délégation permanente des Philippines auprès des Nations Unies ;

au nom du Gouvernement de l'Union sud-africaine, par M. L. Steyn, K. C., conseiller juridique principal du ministère de la Justice du Gouvernement sud-africain.

* * *

La demande d'avis débute par une question générale posée dans les termes suivants :

« Quel est le statut international du Territoire du Sud-Ouest africain et quelles sont les obligations internationales de l'Union sud-africaine qui en découlent ? »

La Cour est d'avis qu'à cette question générale, l'examen des trois questions particulières qui lui ont été soumises fournira une réponse suffisante, et qu'il n'est pas nécessaire de considérer cette question générale séparément. Elle abordera donc immédiatement l'étude des questions particulières.

Question a) : *« L'Union sud-africaine a-t-elle encore des obligations internationales en vertu du Mandat pour le Sud-Ouest africain et, si c'est le cas, quelles sont-elles ? »*

Le Territoire du Sud-Ouest africain était l'une des possessions allemandes d'outre-mer pour lesquelles l'Allemagne, en vertu de l'article 119 du Traité de Versailles, a renoncé à tous ses droits et titres en faveur des Principales Puissances alliées et associées. Lorsqu'il y eut lieu de prendre une décision au sujet de l'avenir de ces possessions ainsi que d'autres territoires qui, à la suite de la guerre de 1914-1918, avaient cessé d'être sous la souveraineté des États qui les gouvernaient précédemment et qui étaient habités par des peuples non encore pleinement capables de se gouverner eux-mêmes, deux principes furent considérés comme étant d'importance primordiale : celui de la non-annexion et celui qui proclamait que le bien-être et le développement de ces peuples formaient « une mission sacrée de civilisation ».

Afin de donner pratiquement effet à ces principes, un régime international, celui des Mandats, fut créé en vertu de l'article 22 du Pacte de la Société des Nations. Une « tutelle » devait être instituée pour ces peuples et cette tutelle devait être confiée à certaines nations développées et exercée par elles « en qualité de mandataire et au nom de la Société ».

At public sittings held from May 16th to May 23rd, 1950, the Court heard oral statements submitted :

on behalf of the Secretary-General of the United Nations by Dr. Ivan Kerno, Assistant Secretary-General in charge of the Legal Department ;

on behalf of the Government of the Philippines by Judge José D. Ingles, member of the Philippine Permanent Delegation to the United Nations ;

on behalf of the Government of the Union of South Africa by Dr. L. Steyn, K.C., Senior Legal Adviser of the Ministry of Justice of the South-African Government.

* * *

The request for an opinion begins with a general question as follows :

“What is the international status of the Territory of South-West Africa and what are the international obligations of the Union of South Africa arising therefrom ?”

The Court is of opinion that an examination of the three particular questions submitted to it will furnish a sufficient answer to this general question and that it is not necessary to consider the general question separately. It will therefore begin at once with an examination of the particular questions.

Question (a) : *“Does the Union of South Africa continue to have international obligations under the Mandate for South-West Africa and, if so, what are those obligations ?”*

The Territory of South-West-Africa was one of the German overseas possessions in respect of which Germany, by Article 119 of the Treaty of Versailles, renounced all her rights and titles in favour of the Principal Allied and Associated Powers. When a decision was to be taken with regard to the future of these possessions as well as of other territories which, as a consequence of the war of 1914-1918, had ceased to be under the sovereignty of the States which formerly governed them, and which were inhabited by peoples not yet able to assume a full measure of self-government, two principles were considered to be of paramount importance : the principle of non-annexation and the principle that the well-being and development of such peoples form “a sacred trust of civilization”.

With a view to giving practical effect to these principles, an international régime, the Mandates System, was created by Article 22 of the Covenant of the League of Nations. A “tutelage” was to be established for these peoples, and this tutelage was to be entrusted to certain advanced nations and exercised by them “as mandatories on behalf of the League”.

En conséquence, les Principales Puissances alliées et associées, étant convenues qu'un Mandat sur le Territoire du Sud-Ouest africain soit conféré à Sa Majesté britannique pour être exercé en son nom par le Gouvernement de l'Union de l'Afrique du Sud, ont proposé les termes de ce Mandat. Sa Majesté britannique, agissant pour le Gouvernement de l'Afrique du Sud et en son nom, s'est engagée à accepter le Mandat et à l'exercer au nom de la Société des Nations, conformément aux termes proposés. Le 17 décembre 1920, le Conseil de la Société des Nations, confirmant le Mandat, en a défini les termes.

Conformément à ces termes, l'Union sud-africaine (le mandataire) devait avoir pleins pouvoirs d'administration et de législation sur le Territoire, qui serait administré comme partie intégrante de l'Union et le mandataire était autorisé à appliquer au Territoire la législation de l'Union sud-africaine, sous réserve des modifications nécessitées par les conditions locales. D'autre part, le mandataire était tenu de respecter un certain nombre d'obligations, et le Conseil de la Société des Nations devait surveiller l'administration et veiller à ce que ces obligations fussent respectées.

Il ressort des termes de ce Mandat, ainsi que des dispositions de l'article 22 du Pacte et des principes qui y sont énoncés, que la création de cette nouvelle institution internationale n'impliquait ni cession de territoire ni transfert de souveraineté à l'Union sud-africaine. Le Gouvernement de l'Union devait exercer une fonction d'administration internationale au nom de la Société des Nations, aux fins de favoriser le bien-être et le développement des habitants.

On soutient maintenant, au nom du Gouvernement de l'Union, que ce Mandat a pris fin, parce que la Société des Nations a cessé d'exister. Cette thèse est fondée sur une conception erronée de la situation juridique créée par l'article 22 du Pacte et par le Mandat lui-même. La Société des Nations n'était pas, comme l'a allégué ce Gouvernement, un « mandant », au sens où ce terme est employé dans la législation interne de certains États. Elle avait seulement assumé une fonction internationale de surveillance et de contrôle. Le Mandat n'avait de commun que le nom avec les notions, d'ailleurs diverses, de mandat en droit interne. Le but du Mandat régi par des règles internationales dépassait de beaucoup celui de rapports contractuels régis par un droit national. Le Mandat a été créé, dans l'intérêt des habitants du Territoire et de l'humanité en général, comme une institution internationale à laquelle était assigné un but international : une mission sacrée de civilisation. Il n'est donc pas possible de tirer une conclusion par analogie des notions de mandat en droit interne ou de toute autre conception juridique de ce droit. Les règles internationales régissant le Mandat constituaient pour le Territoire un statut international reconnu par tous les Membres de la Société des Nations, y compris l'Union sud-africaine.

Accordingly, the Principal Allied and Associated Powers agreed that a Mandate for the Territory of South-West Africa should be conferred upon His Britannic Majesty to be exercised on his behalf by the Government of the Union of South Africa and proposed the terms of this Mandate. His Britannic Majesty, for and on behalf of the Government of the Union of South Africa, agreed to accept the Mandate and undertook to exercise it on behalf of the League of Nations in accordance with the proposed terms. On December 17th, 1920, the Council of the League of Nations, confirming the Mandate, defined its terms.

In accordance with these terms, the Union of South Africa (the "Mandatory") was to have full power of administration and legislation over the Territory as an integral portion of the Union and could apply the laws of the Union to the Territory subject to such local modifications as circumstances might require. On the other hand, the Mandatory was to observe a number of obligations, and the Council of the League was to supervise the administration and see to it that these obligations were fulfilled.

The terms of this Mandate, as well as the provisions of Article 22 of the Covenant and the principles embodied therein, show that the creation of this new international institution did not involve any cession of territory or transfer of sovereignty to the Union of South Africa. The Union Government was to exercise an international function of administration on behalf of the League, with the object of promoting the well-being and development of the inhabitants.

It is now contended on behalf of the Union Government that this Mandate has lapsed, because the League has ceased to exist. This contention is based on a misconception of the legal situation created by Article 22 of the Covenant and by the Mandate itself. The League was not, as alleged by that Government, a "mandator" in the sense in which this term is used in the national law of certain States. It had only assumed an international function of supervision and control. The "Mandate" had only the name in common with the several notions of mandate in national law. The object of the Mandate regulated by international rules far exceeded that of contractual relations regulated by national law. The Mandate was created, in the interest of the inhabitants of the territory, and of humanity in general, as an international institution with an international object—a sacred trust of civilization. It is therefore not possible to draw any conclusion by analogy from the notions of mandate in national law or from any other legal conception of that law. The international rules regulating the Mandate constituted an international status for the Territory recognized by all the Members of the League of Nations, including the Union of South Africa.

Le caractère essentiellement international des fonctions dont était chargée l'Union sud-africaine ressort en particulier du fait qu'en vertu de l'article 22 du Pacte et de l'article 6 du Mandat l'exercice de ces fonctions était soumis à la surveillance du Conseil de la Société des Nations et à l'obligation de lui présenter des rapports annuels ; il ressort également du fait que tout Membre de la Société des Nations pouvait, conformément à l'article 7 du Mandat, soumettre à la Cour permanente de Justice internationale tout différend avec le Gouvernement de l'Union, relatif à l'interprétation ou à l'application des dispositions du Mandat.

L'autorité que le Gouvernement de l'Union exerce sur le Territoire est fondée sur le Mandat. Si le Mandat avait cessé d'exister, comme le prétend le Gouvernement de l'Union, l'autorité de celle-ci aurait également cessé d'exister. Rien ne permet de conserver les droits dérivés du Mandat tout en répudiant les obligations qui en découlent.

Ces obligations internationales, assumées par l'Union sud-africaine, étaient de deux sortes. Les unes concernaient directement l'administration du Territoire et correspondaient à la mission sacrée de civilisation mentionnée à l'article 22 du Pacte. Les autres avaient trait au mécanisme de mise en œuvre et étaient étroitement liées à la surveillance et aux fonctions de contrôle de la Société des Nations. Elles correspondaient aux « garanties pour l'accomplissement de cette mission », mentionnées dans le même article.

Les obligations du premier groupe sont définies dans l'article 22 du Pacte et dans les articles 2 à 5 du Mandat. L'Union assumait l'obligation générale de favoriser au maximum le bien-être matériel et moral et le progrès social des habitants. Elle prenait à sa charge des obligations particulières relatives à la traite des esclaves, au travail forcé, au trafic de l'armement et des munitions, à celui des spiritueux et des boissons alcooliques, à l'instruction et aux établissements militaires, ainsi que des obligations relatives à la liberté de conscience et au libre exercice du culte, y compris des obligations spéciales à l'égard des missionnaires.

Ces obligations représentent l'essence même de la mission sacrée de civilisation. A tous égards leur raison d'être et leur objet primitif demeurent. Comme leur exécution ne dépendait pas de l'existence de la Société des Nations, ces obligations ne pouvaient devenir caduques pour la seule raison que cet organe de surveillance avait cessé d'exister. Le droit de la population de voir le Territoire administré conformément à ces règles ne pouvait pas non plus en dépendre.

Cette manière de voir est confirmée par l'article 80, paragraphe premier, de la Charte, qui maintient les droits des États et des peuples et les dispositions des actes internationaux en vigueur jusqu'à ce que les territoires dont il s'agit soient placés sous le

The essentially international character of the functions which had been entrusted to the Union of South Africa appears particularly from the fact that by Article 22 of the Covenant and Article 6 of the Mandate the exercise of these functions was subjected to the supervision of the Council of the League of Nations and to the obligation to present annual reports to it ; it also appears from the fact that any Member of the League of Nations could, according to Article 7 of the Mandate, submit to the Permanent Court of International Justice any dispute with the Union Government relating to the interpretation or the application of the provisions of the Mandate.

The authority which the Union Government exercises over the Territory is based on the Mandate. If the Mandate lapsed, as the Union Government contends, the latter's authority would equally have lapsed. To retain the rights derived from the Mandate and to deny the obligations thereunder could not be justified.

These international obligations, assumed by the Union of South Africa, were of two kinds. One kind was directly related to the administration of the Territory, and corresponded to the sacred trust of civilization referred to in Article 22 of the Covenant. The other related to the machinery for implementation, and was closely linked to the supervision and control of the League. It corresponded to the "securities for the performance of this trust" referred to in the same article.

The first-mentioned group of obligations are defined in Article 22 of the Covenant and in Articles 2 to 5 of the Mandate. The Union undertook the general obligation to promote to the utmost the material and moral well-being and the social progress of the inhabitants. It assumed particular obligations relating to slave trade, forced labour, traffic in arms and ammunition, intoxicating spirits and beverages, military training and establishments, as well as obligations relating to freedom of conscience and free exercise of worship, including special obligations with regard to missionaries.

These obligations represent the very essence of the sacred trust of civilization. Their *raison d'être* and original object remain. Since their fulfilment did not depend on the existence of the League of Nations, they could not be brought to an end merely because this supervisory organ ceased to exist. Nor could the right of the population to have the Territory administered in accordance with these rules depend thereon.

This view is confirmed by Article 80, paragraph 1, of the Charter, which maintains the rights of States and peoples and the terms of existing international instruments until the territories in question are placed under the Trusteeship System. It is true that this provi-

Régime de Tutelle. Il est vrai que cette clause prévoit seulement qu'aucune disposition du chapitre XII ne sera interprétée comme modifiant les droits d'aucun État ou d'aucun peuple ou les dispositions d'actes internationaux en vigueur. Mais, en tant qu'elle s'applique aux territoires sous Mandat, lesquels sont expressément mentionnés au paragraphe 2 du même article, cette clause présuppose que les droits des États et des peuples ne sont pas devenus caducs par le simple effet de la dissolution de la Société des Nations. L'intention a évidemment été de sauvegarder les droits des États et des peuples en toutes circonstances et à tous égards, jusqu'à ce que chaque territoire soit placé sous le Régime de Tutelle.

Cette manière de voir résulte, d'autre part, de la résolution de la Société des Nations du 18 avril 1946, qui s'exprime comme suit :

« Rappelant que l'article 22 du Pacte applique à certains territoires placés sous Mandat le principe que le bien-être et le développement des peuples non encore capables de se diriger eux-mêmes dans les conditions particulièrement difficiles du monde moderne forment une mission sacrée de civilisation :

.

3. Reconnaît que la dissolution de la Société des Nations mettra fin à ses fonctions en ce qui concerne les territoires sous Mandat, mais note que des principes correspondant à ceux que déclare l'article 22 du Pacte sont incorporés dans les chapitres XI, XII et XIII de la Charte des Nations Unies ;

4. Note que les Membres de la Société administrant actuellement des territoires sous Mandat ont exprimé leur intention de continuer à les administrer, en vue du bien-être et du développement des peuples intéressés, conformément aux obligations contenues dans les divers Mandats, jusqu'à ce que de nouveaux arrangements soient pris entre les Nations Unies et les diverses Puissances mandataires. »

Ainsi qu'il ressort de cette résolution, l'Assemblée a dit que les fonctions de la Société des Nations relativement aux territoires sous Mandat prendraient fin ; elle n'a pas dit que les Mandats eux-mêmes prendraient fin. En s'en tenant là, d'une part, et en constatant, d'autre part, que les Puissances mandataires avaient exprimé l'intention de continuer à administrer les territoires sous Mandat conformément aux obligations contenues dans les divers Mandats jusqu'à ce que de nouveaux arrangements soient pris entre les Nations Unies et les diverses Puissances mandataires, l'Assemblée a manifesté sa conviction que les Mandats continueraient d'exister jusqu'à ce que « de nouveaux arrangements » soient pris.

Une vue semblable a été exprimée, à diverses reprises, par l'Union sud-africaine. Dans des déclarations faites à la Société des Nations aussi bien qu'aux Nations Unies, le Gouvernement de l'Union a reconnu que les obligations découlant pour lui du Mandat

sion only says that nothing in Chapter XII shall be construed to alter the rights of States or peoples or the terms of existing international instruments. But—as far as mandated territories are concerned, to which paragraph 2 of this article refers—this provision presupposes that the rights of States and peoples shall not lapse automatically on the dissolution of the League of Nations. It obviously was the intention to safeguard the rights of States and peoples under all circumstances and in all respects, until each territory should be placed under the Trusteeship System.

This view results, moreover, from the Resolution of the League of Nations of April 18th, 1946, which said :

“Recalling that Article 22 of the Covenant applies to certain territories placed under Mandate the principle that the well-being and development of peoples not yet able to stand alone in the strenuous conditions of the modern world form a sacred trust of civilization :

.

3. Recognizes that, on the termination of the League’s existence, its functions with respect to the mandated territories will come to an end, but notes that Chapters XI, XII and XIII of the Charter of the United Nations embody principles corresponding to those declared in Article 22 of the Covenant of the League ;

4. Takes note of the expressed intentions of the Members of the League now administering territories under Mandate to continue to administer them for the well-being and development of the peoples concerned in accordance with the obligations contained in the respective Mandates, until other arrangements have been agreed between the United Nations and the respective mandatory Powers.”

As will be seen from this resolution, the Assembly said that the League’s functions with respect to mandated territories would come to an end ; it did not say that the Mandates themselves came to an end. In confining itself to this statement, and in taking note, on the other hand, of the expressed intentions of the mandatory Powers to continue to administer the mandated territories in accordance with their respective Mandates, until other arrangements had been agreed upon between the United Nations and those Powers, the Assembly manifested its understanding that the Mandates were to continue in existence until “other arrangements” were established.

A similar view has on various occasions been expressed by the Union of South Africa. In declarations made to the League of Nations, as well as to the United Nations, the Union Government has acknowledged that its obligations under the Mandate continued

continuaient d'exister après la disparition de la Société des Nations. Dans une déclaration, faite le 9 avril 1946 devant l'Assemblée de la Société des Nations, le représentant de l'Union, après avoir fait part de l'intention de son Gouvernement de chercher, pour le Sud-Ouest africain, un statut internationalement reconnu qui en fasse une partie intégrante de l'Union, a dit : « Dans l'intervalle, l'Union sud-africaine continuera à administrer le Territoire en se conformant scrupuleusement aux obligations du Mandat, en favorisant les progrès et les intérêts des habitants, ainsi que l'Union l'a fait durant ces six dernières années, alors même que la Commission des Mandats ne pouvait se réunir. » Après avoir exposé que la disparition de la Commission des Mandats et du Conseil de la Société des Nations empêcherait « évidemment de se conformer entièrement à la lettre du Mandat », il ajouta : « Le Gouvernement de l'Union se fera cependant un devoir de considérer que la disparition de la Société des Nations ne diminue en rien les obligations qui découlent du Mandat ; il continuera à s'en acquitter en pleine conscience et avec le juste sentiment de ses responsabilités, jusqu'au moment où d'autres arrangements auront été conclus quant au statut futur de ce Territoire. »

Dans un mémorandum communiqué, le 17 octobre 1946, par la légation de l'Union sud-africaine à Washington, au Secrétaire général des Nations Unies, le même point de vue a été exprimé. Bien que la Société des Nations eût à cette époque disparu, le Gouvernement de l'Union continuait à se référer à sa responsabilité en vertu du Mandat. Il déclarait : « Cette responsabilité du Gouvernement de l'Union en tant que mandataire est nécessairement inaliénable. » Le 4 novembre 1946, le premier ministre de l'Union, dans une déclaration à la Quatrième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies, a répété la déclaration faite précédemment devant la Société des Nations par le représentant de l'Union.

Par lettre du 23 juillet 1947 adressée au Secrétaire général des Nations Unies, la légation de l'Union visa une résolution du Parlement de l'Union, laquelle énonçait « que le Gouvernement doit continuer à soumettre des rapports à l'Organisation des Nations Unies comme il l'avait fait jusqu'ici en vertu du Mandat ». Cette lettre ajoutait : « Dans ces conditions, le Gouvernement de l'Union n'a pas d'autre voie que de maintenir le *statu quo* et de continuer à administrer le Territoire dans l'esprit du Mandat existant. »

Ces déclarations constituent la reconnaissance par le Gouvernement de l'Union de la continuation de ses obligations en vertu du Mandat et non une simple indication quant à la conduite future de ce Gouvernement. L'interprétation d'instruments juridiques donnée par les parties elles-mêmes, si elle n'est pas concluante pour

after the disappearance of the League. In a declaration made on April 9th, 1946, in the Assembly of the League of Nations, the representative of the Union Government, after having declared his Government's intention to seek international recognition for the Territory of South-West Africa as an integral part of the Union, stated: "In the meantime, the Union will continue to administer the Territory scrupulously in accordance with the obligations of the Mandate for the advancement and promotion of the interests of the inhabitants as she has done during the past six years when meetings of the Mandates Commission could not be held." After having said that the disappearance of the Mandates Commission and of the League Council would "necessarily preclude complete compliance with the letter of the Mandate", he added: "The Union Government will nevertheless regard the dissolution of the League as in no way diminishing its obligations under the Mandate, which it will continue to discharge with the full and proper appreciation of its responsibilities until such time as other arrangements are agreed upon concerning the future status of the Territory."

In a memorandum submitted on October 17th, 1946, by the South-African Legation in Washington to the Secretary-General of the United Nations, expression was given to a similar view. Though the League had at that time disappeared, the Union Government continued to refer to its responsibility under the Mandate. It stated: "This responsibility of the Union Government as Mandatory is necessarily inalienable." On November 4th, 1946, the Prime Minister of the Union, in a statement to the Fourth Committee of the United Nations General Assembly, repeated the declaration which the representative of the Union had made previously to the League of Nations.

In a letter of July 23rd, 1947, to the Secretary-General of the United Nations, the Legation of the Union referred to a resolution of the Union Parliament in which it was declared "that the Government should continue to render reports to the United Nations Organization as it has done heretofore under the Mandate". It was further stated in that letter: "In the circumstances the Union Government have no alternative but to maintain the *status quo* and to continue to administer the Territory in the spirit of the existing Mandate."

These declarations constitute recognition by the Union Government of the continuance of its obligations under the Mandate and not a mere indication of the future conduct of that Government. Interpretations placed upon legal instruments by the parties to them, though not conclusive as to their meaning, have considerable

en déterminer le sens, jouit néanmoins d'une grande valeur probante quand cette interprétation contient la reconnaissance par l'une des parties de ses obligations en vertu d'un instrument. Dans le cas présent, les déclarations de l'Union sud-africaine corroborent les conclusions déduites par la Cour.

* * *

La Cour abordera maintenant l'examen du second groupe d'obligations mentionné plus haut. Ces obligations avaient trait au mécanisme de mise en œuvre et elles étaient étroitement liées aux fonctions de contrôle de la Société des Nations, notamment l'obligation incombant à l'Union sud-africaine de se prêter à la surveillance et au contrôle du Conseil de la Société des Nations et l'obligation d'envoyer à ce dernier des rapports annuels conformément à l'article 22 du Pacte et à l'article 6 du Mandat. Le Conseil ayant disparu du fait de la dissolution de la Société, la question se pose de savoir si ces fonctions de contrôle doivent être exercées par la nouvelle organisation internationale créée par la Charte et si l'Union sud-africaine est tenue de se prêter au contrôle de cette nouvelle organisation et de lui soumettre des rapports annuels.

Des doutes peuvent naître du fait que les fonctions de surveillance de la Société des Nations sur les territoires sous Mandat non placés sous le nouveau Régime de Tutelle n'ont été ni transférées expressément aux Nations Unies, ni assumées expressément par cette Organisation. Des raisons décisives n'en paraissent pas moins conduire à une réponse affirmative à la question ci-dessus mentionnée.

L'obligation incombant à un État mandataire de se prêter à une surveillance internationale et de soumettre des rapports tient une place importante dans le système des Mandats. En instituant celui-ci, les rédacteurs du Pacte ont eu la pensée que, pour assurer effectivement l'accomplissement de la mission sacrée de civilisation confiée à la Puissance mandataire, il importait de soumettre à une surveillance internationale l'administration des territoires sous Mandat. Les rédacteurs de la Charte ont eu la même préoccupation lorsqu'ils ont organisé un Régime international de Tutelle. La nécessité d'une telle surveillance subsiste en dépit de la disparition de l'organe de contrôle prévu pour les Mandats. On ne saurait admettre que l'obligation de se soumettre à surveillance aurait disparu pour la simple raison que cet organe de contrôle a cessé d'exister, alors que les Nations Unies offrent un autre organe international chargé de fonctions analogues encore que non identiques.

Ces considérations générales sont confirmées par le paragraphe premier de l'article 80 de la Charte, tel que ce texte a été interprété ci-dessus. Il vise à garantir non seulement les droits des États, mais aussi les droits des peuples des territoires sous Mandat jusqu'au moment où seront conclus les Accords de Tutelle. Son but a certaine-

probative value when they contain recognition by a party of its own obligations under an instrument. In this case the declarations of the Union of South Africa support the conclusions already reached by the Court.

* * *

The Court will now consider the above-mentioned second group of obligations. These obligations related to the machinery for implementation and were closely linked to the supervisory functions of the League of Nations—particularly the obligation of the Union of South Africa to submit to the supervision and control of the Council of the League and the obligation to render to it annual reports in accordance with Article 22 of the Covenant and Article 6 of the Mandate. Since the Council disappeared by the dissolution of the League, the question arises whether these supervisory functions are to be exercised by the new international organization created by the Charter, and whether the Union of South Africa is under an obligation to submit to a supervision by this new organ and to render annual reports to it.

Some doubts might arise from the fact that the supervisory functions of the League with regard to mandated territories not placed under the new Trusteeship System were neither expressly transferred to the United Nations nor expressly assumed by that organization. Nevertheless, there seem to be decisive reasons for an affirmative answer to the above-mentioned question.

The obligation incumbent upon a mandatory State to accept international supervision and to submit reports is an important part of the Mandates System. When the authors of the Covenant created this system, they considered that the effective performance of the sacred trust of civilization by the mandatory Powers required that the administration of mandated territories should be subject to international supervision. The authors of the Charter had in mind the same necessity when they organized an International Trusteeship System. The necessity for supervision continues to exist despite the disappearance of the supervisory organ under the Mandates System. It cannot be admitted that the obligation to submit to supervision has disappeared merely because the supervisory organ has ceased to exist, when the United Nations has another international organ performing similar, though not identical, supervisory functions.

These general considerations are confirmed by Article 80, paragraph 1, of the Charter, as this clause has been interpreted above. It purports to safeguard, not only the rights of States, but also the rights of the peoples of mandated territories until Trusteeship Agreements are concluded. The purpose must have been to provide a real

ment été d'assurer à ces droits une protection réelle ; or, ces droits des peuples ne sauraient être efficacement garantis sans contrôle international et sans l'obligation de soumettre des rapports à un organe de contrôle.

Par sa résolution du 18 avril 1946, l'Assemblée de la Société des Nations avait exprimé des vues analogues. Elle reconnut — comme il a été dit plus haut — que les fonctions de la Société des Nations relativement aux territoires sous Mandat prendraient fin, mais elle nota que des principes correspondant à ceux que déclare l'article 22 du Pacte sont incorporés dans les chapitres XI, XII et XIII de la Charte des Nations Unies. Elle nota en outre que les États mandataires avaient exprimé leur intention de continuer à administrer les territoires conformément aux obligations contenues dans les Mandats jusqu'à ce que de nouveaux arrangements fussent pris entre les Nations Unies et les Puissances mandataires. Cette résolution présuppose que les fonctions de surveillance exercées par la Société des Nations seraient reprises par les Nations Unies.

La compétence de l'Assemblée générale des Nations Unies pour exercer un tel contrôle et pour recevoir et examiner des rapports se déduit des termes généraux de l'article 10 de la Charte qui autorise l'Assemblée générale à discuter toutes questions ou affaires rentrant dans le cadre de la Charte et à formuler sur ces questions ou affaires des recommandations aux Membres des Nations Unies. Cette compétence a été en fait exercée par l'Assemblée générale dans sa résolution 141 (II) du 1^{er} novembre 1947 et sa résolution 227 (III) du 26 novembre 1948, confirmées par la résolution 337 (IV) du 6 décembre 1949.

Pour ces motifs, la Cour arrive à la conclusion que l'Assemblée générale des Nations Unies est fondée en droit à exercer les fonctions de surveillance qu'exerçait précédemment la Société des Nations en ce qui concerne l'administration du Territoire et que l'Union sud-africaine a l'obligation de se prêter à la surveillance de l'Assemblée générale et de lui soumettre des rapports annuels.

Le droit de pétition n'était mentionné ni à l'article 22 du Pacte, ni dans les dispositions du Mandat. Mais, le 31 janvier 1923, le Conseil de la Société des Nations adopta certaines règles en cette matière. Les pétitions adressées à la Société des Nations par des communautés ou des éléments de la population des territoires sous Mandat seraient transmises par l'intermédiaire des Gouvernements mandataires qui pourraient y joindre les observations qu'ils jugeraient convenables. Cette innovation rendit plus effective la fonction de surveillance du Conseil.

La Cour est d'avis que le droit ainsi acquis par les habitants du Sud-Ouest africain est maintenu par le paragraphe premier de

protection for those rights ; but no such rights of the peoples could be effectively safeguarded without international supervision and a duty to render reports to a supervisory organ.

The Assembly of the League of Nations, in its Resolution of April¹ 18th, 1946, gave expression to a corresponding view. It recognized, as mentioned above, that the League's functions with regard to the mandated territories would come to an end, but noted that Chapters XI, XII and XIII of the Charter of the United Nations embody principles corresponding to those declared in Article 22 of the Covenant. It further took note of the intentions of the mandatory States to continue to administer the territories in accordance with the obligations contained in the Mandates until other arrangements should be agreed upon between the United Nations and the mandatory Powers. This resolution presupposes that the supervisory functions exercised by the League would be taken over by the United Nations.

The competence of the General Assembly of the United Nations to exercise such supervision and to receive and examine reports is derived from the provisions of Article 10 of the Charter, which authorizes the General Assembly to discuss any questions or any matters within the scope of the Charter and to make recommendations on these questions or matters to the Members of the United Nations. This competence was in fact exercised by the General Assembly in Resolution 141 (II) of November 1st, 1947, and in Resolution 227 (III) of November 26th, 1948, confirmed by Resolution 337 (IV) of December 6th, 1949.

For the above reasons, the Court has arrived at the conclusion that the General Assembly of the United Nations is legally qualified to exercise the supervisory functions previously exercised by the League of Nations with regard to the administration of the Territory, and that the Union of South Africa is under an obligation to submit to supervision and control of the General Assembly and to render annual reports to it.

The right of petition was not mentioned by Article 22 of the Covenant or by the provisions of the Mandate. But on January 31st, 1923, the Council of the League of Nations adopted certain rules relating to this matter. Petitions to the League from communities or sections of the populations of mandated territories were to be transmitted by the mandatory Governments, which were to attach to these petitions such comments as they might consider desirable. By this innovation the supervisory function of the Council was rendered more effective.

The Court is of opinion that this right, which the inhabitants of South-West Africa had thus acquired, is maintained by Article 80,

l'article 80 de la Charte, tel que ce texte a été interprété ci-dessus. Étant donné la conclusion à laquelle la Cour est arrivée en ce qui concerne l'exercice des fonctions de surveillance par les Nations Unies et l'obligation pour le Gouvernement de l'Union de se soumettre à cette surveillance, et considérant que l'envoi et l'examen de pétitions sont une partie de ce contrôle, la Cour est d'avis que les pétitions doivent être transmises par ce Gouvernement à l'Assemblée générale des Nations Unies, laquelle est fondée en droit à en connaître.

Il découle de ce qui a été dit plus haut que le Sud-Ouest africain doit toujours être considéré comme un territoire tenu en vertu du Mandat du 17 décembre 1920. Le degré de surveillance à exercer par l'Assemblée générale ne saurait donc dépasser celui qui a été appliqué sous le Régime des Mandats et devrait être conforme, autant que possible, à la procédure suivie en la matière par le Conseil de la Société des Nations. Ces observations s'appliquent en particulier aux rapports annuels et aux pétitions.

Suivant l'article 7 du Mandat, les différends qui viendraient à s'élever entre l'État mandataire et un autre Membre de la Société des Nations et relatifs à l'interprétation ou à l'application des dispositions du Mandat devaient être soumis, au cas où ils n'auraient pas été réglés par des négociations, à la Cour permanente de Justice internationale. Vu l'article 37 du Statut de la Cour internationale de Justice et l'article 80, paragraphe premier, de la Charte, la Cour est d'avis que cette disposition du Mandat est encore en vigueur et qu'en conséquence l'Union sud-africaine est tenue de reconnaître comme obligatoire la juridiction de la Cour dans les termes prévus par ces dispositions.

* * *

Plusieurs Gouvernements ont fait mention, dans les exposés écrits et oraux présentés à la Cour, du chapitre XI de la Charte. Vu les conclusions auxquelles la Cour est arrivée, la question de savoir si les dispositions de ce chapitre sont applicables ne se pose pas, aux fins du présent avis. Elle ne fait pas partie des questions posées à la Cour et il n'est pas nécessaire de l'examiner.

* * *

Question b) : « *Les dispositions du chapitre XII de la Charte sont-elles applicables au Territoire du Sud-Ouest africain et, dans l'affirmative, de quelle façon le sont-elles ?* »

Les territoires sous Mandat n'ont pas été soumis automatiquement par la Charte au nouveau Régime international de Tutelle.

paragraph 1, of the Charter, as this clause has been interpreted above. In view of the result at which the Court has arrived with respect to the exercise of the supervisory functions by the United Nations and the obligation of the Union Government to submit to such supervision, and having regard to the fact that the dispatch and examination of petitions form a part of that supervision, the Court is of the opinion that petitions are to be transmitted by that Government to the General Assembly of the United Nations, which is legally qualified to deal with them.

It follows from what is said above that South-West Africa is still to be considered as a territory held under the Mandate of December 17th, 1920. The degree of supervision to be exercised by the General Assembly should not therefore exceed that which applied under the Mandates System, and should conform as far as possible to the procedure followed in this respect by the Council of the League of Nations. These observations are particularly applicable to annual reports and petitions.

According to Article 7 of the Mandate, disputes between the mandatory State and another Member of the League of Nations relating to the interpretation or the application of the provisions of the Mandate, if not settled by negotiation, should be submitted to the Permanent Court of International Justice. Having regard to Article 37 of the Statute of the International Court of Justice, and Article 80, paragraph 1, of the Charter, the Court is of opinion that this clause in the Mandate is still in force and that, therefore, the Union of South Africa is under an obligation to accept the compulsory jurisdiction of the Court according to those provisions.

* * *

Reference to Chapter XI of the Charter was made by various Governments in written and oral statements presented to the Court. Having regard to the results at which the Court has arrived, the question whether the provisions of that chapter are applicable does not arise for the purpose of the present Opinion. It is not included in the questions submitted to the Court and it is unnecessary to consider it.

* * *

Question (b) : *“Are the provisions of Chapter XII of the Charter applicable and, if so, in what manner, to the Territory of South-West Africa?”*

Territories held under Mandate were not by the Charter automatically placed under the new International Trusteeship System.

Ce système doit, suivant les articles 75 et 77, s'appliquer aux territoires qui sont placés sous ce régime en vertu d'Accords de Tutelle. Le Sud-Ouest africain, étant un territoire sous Mandat (article 77 a), peut être placé sous le Régime de Tutelle conformément aux dispositions du chapitre XII. En ce sens, ce chapitre est applicable au Territoire.

La question b) demande en outre de quelle façon le chapitre XII est applicable au Territoire. Il ressort d'un certain nombre de documents soumis à la Cour conformément à la résolution de l'Assemblée générale en date du 6 décembre 1949, ainsi que des exposés écrits et oraux présentés par divers Gouvernements, que l'Assemblée générale, en posant une question relative à la manière dont s'applique le chapitre XII, visait le point de savoir si la Charte a imposé à l'Union sud-africaine une obligation de placer le Territoire sous le Régime de Tutelle par le moyen d'un Accord de Tutelle.

De l'avis de la Cour, les articles 75 et 77 démontrent que cette question doit recevoir une réponse négative. Les termes des deux articles sont permissifs (« qui pourront être placés sous ce régime », « qui viendraient à être placés sous ce régime »). L'un et l'autre se réfèrent à des accords ultérieurs, par lesquels les territoires en question pourraient être placés sous le Régime de Tutelle. Un « accord » suppose le consentement des parties intéressées, y compris celui de la Puissance mandataire dans le cas des territoires sous Mandat (article 79). Les parties doivent être libres d'accepter ou de refuser les termes d'un projet d'accord. Nulle partie ne peut prétendre imposer ses conditions à l'autre. Au surplus, l'article 77, paragraphe 2, présuppose l'accord non seulement quant aux conditions particulières, mais encore au sujet des territoires qui pourront être placés sous le Régime de Tutelle.

On a soutenu que le mot « volontairement » figurant à l'article 77 à propos de la seule catégorie c) démontre le caractère obligatoire de la mise sous Tutelle des autres territoires. Toutefois, ce mot ne saurait à lui seul l'emporter sur le principe tiré des articles 75, 77 et 79 considérés dans leur ensemble. Une obligation à la charge d'un État mandataire de placer le Territoire sous Tutelle aurait dû être exprimée d'une façon directe. Le mot « volontairement » employé à propos de la catégorie c) s'explique par un excès de prudence et par le désir de donner des assurances supplémentaires de libre initiative aux États possédant de tels territoires.

On a soutenu également que le paragraphe 2 de l'article 80 impose aux États mandataires l'obligation de négocier et de conclure des Accords de Tutelle. La Cour ne voit aucune justification pour cette allégation. Le paragraphe 2 déclare seulement que le premier paragraphe de l'article ne doit pas être interprété comme motivant un retard ou un ajournement de la négociation et de la conclusion d'accords destinés à placer sous le Régime de Tutelle des territoires sous Mandat ou d'autres territoires, ainsi qu'il est prévu à l'article 77.

This system should, according to Articles 75 and 77, apply to territories which are placed thereunder by means of Trusteeship Agreements. South-West Africa, being a territory held under Mandate (Article 77 *a*), may be placed under the Trusteeship System in accordance with the provisions of Chapter XII. In this sense, that chapter is applicable to the Territory.

Question (*b*) further asks in what manner Chapter XII is applicable to the Territory. It appears from a number of documents submitted to the Court in accordance with the General Assembly's Resolution of December 6th, 1949, as well as from the written and the oral observations of several Governments, that the General Assembly, in asking about the manner of application of Chapter XII, was referring to the question whether the Charter imposes upon the Union of South Africa an obligation to place the Territory under the Trusteeship System by means of a Trusteeship Agreement.

Articles 75 and 77 show, in the opinion of the Court, that this question must be answered in the negative. The language used in both articles is permissive ("as may be placed thereunder"). Both refer to subsequent agreements by which the territories in question may be placed under the Trusteeship System. An "agreement" implies consent of the parties concerned, including the mandatory Power in the case of territories held under Mandate (Article 79). The parties must be free to accept or reject the terms of a contemplated agreement. No party can impose its terms on the other party. Article 77, paragraph 2, moreover, presupposes agreement not only with regard to its particular terms, but also as to which territories will be brought under the Trusteeship System.

It has been contended that the word "voluntarily", used in Article 77 with respect to category (*c*) only, shows that the placing of other territories under Trusteeship is compulsory. This word alone cannot, however, over-ride the principle derived from Articles 75, 77 and 79 considered as a whole. An obligation for a mandatory State to place the Territory under Trusteeship would have been expressed in a direct manner. The word "voluntarily" incorporated in category (*c*) can be explained as having been used out of an abundance of caution and as an added assurance of freedom of initiative to States having territories falling within that category.

It has also been contended that paragraph 2 of Article 80 imposes on mandatory States a duty to negotiate and conclude Trusteeship Agreements. The Court finds no justification for this contention. The paragraph merely states that the first paragraph of the article shall not be interpreted as giving grounds for delay or postponement of the negotiation and conclusion of agreements for placing mandated and other territories under the Trusteeship System as provided for in Article 77. There is nothing to suggest that the

Rien n'indique que cette disposition ait eu pour objet d'apporter une exception au principe qui découle des articles 75, 77 et 79. La disposition est entièrement négative en son caractère et ne peut être considérée comme créant une obligation de négocier et conclure un accord. Si les parties à la Charte avaient eu l'intention de créer une obligation de cette nature pour l'État mandataire, cette intention aurait dû nécessairement être exprimée en termes positifs.

On a soutenu d'autre part que l'article 80, paragraphe 2, crée une obligation à la charge des États mandataires d'entamer des négociations en vue de conclure un Accord de Tutelle. Mais une obligation de négocier, sans obligation de conclure un accord, ne peut guère être déduite de cette disposition qui se réfère expressément à un retard ou un ajournement « de la négociation et de la conclusion » des accords. L'article ne borne pas sa référence aux négociations seules. Au surplus, il fait allusion à la négociation et à la conclusion d'accords destinés à placer sous le Régime de Tutelle « des territoires sous Mandat ou d'autres territoires ainsi qu'il est prévu à l'article 77 ». En d'autres termes, il ne se réfère pas seulement aux territoires sous Mandat, mais aussi aux territoires mentionnés à l'article 77 b) et c). Il est toutefois évident qu'il ne peut y avoir aucune obligation d'entamer des négociations en vue de conclure des Accords de Tutelle relatifs à ces territoires.

On a soutenu que le Régime de Tutelle créé par la Charte n'aurait jamais eu qu'une existence théorique si les Puissances mandataires ne s'étaient reconnues aucune obligation de négocier en vue de conclure des Accords de Tutelle. Cette thèse n'est pas convaincante, attendu qu'une simple obligation de négocier ne garantit pas en elle-même la conclusion d'Accords de Tutelle. Le Régime de Tutelle n'a pas non plus été créé pour les seuls territoires sous Mandat.

Il est vrai que si les Membres de la Société des Nations ont considéré le Régime des Mandats comme le meilleur procédé pour l'accomplissement de la mission sacrée de civilisation énoncée à l'article 22 du Pacte, les Membres des Nations Unies ont considéré le Régime international de Tutelle comme le meilleur pour l'accomplissement d'une mission analogue. Il est également vrai que la Charte n'a prévu et réglé qu'un seul régime, le Régime international de Tutelle. Elle n'a ni prévu ni réglé à côté de lui un Régime de Mandats. Ceci permet de conclure qu'on s'attendait à ce que les Puissances mandataires suivent la voie normale tracée par la Charte, c'est-à-dire : conclure des Accords de Tutelle. La Cour ne saurait toutefois déduire de ces considérations générales une obligation juridique, pour les États mandataires, de conclure ou de négocier de tels accords. Il n'appartient pas à la Cour de se prononcer sur les devoirs politiques ou moraux que ces considérations peuvent entraîner.

Pour ces motifs, la Cour estime que la Charte n'impose pas à l'Union l'obligation de placer le Sud-Ouest africain sous le Régime de Tutelle.

provision was intended as an exception to the principle derived from Articles 75, 77 and 79. The provision is entirely negative in character and cannot be said to create an obligation to negotiate and conclude an agreement. Had the parties to the Charter intended to create an obligation of this kind for a mandatory State, such intention would necessarily have been expressed in positive terms.

It has further been maintained that Article 80, paragraph 2, creates an obligation for mandatory States to enter into negotiations with a view to concluding a Trusteeship Agreement. But an obligation to negotiate without any obligation to conclude an agreement can hardly be derived from this provision, which expressly refers to delay or postponement of "the negotiation and conclusion" of agreements. It is not limited to negotiations only. Moreover, it refers to the negotiation and conclusion of agreements for placing "mandated and other territories under the Trusteeship System as provided for in Article 77". In other words, it refers not merely to territories held under Mandate, but also to the territories mentioned in Article 77 (b) and (c). It is, however, evident that there can be no obligation to enter into negotiations with a view to concluding Trusteeship Agreements for those territories.

It is contended that the Trusteeship System created by the Charter would have no more than a theoretical existence if the mandatory Powers were not under an obligation to enter into negotiations with a view to concluding Trusteeship Agreements. This contention is not convincing, since an obligation merely to negotiate does not of itself assure the conclusion of Trusteeship Agreements. Nor was the Trusteeship System created only for mandated territories.

It is true that, while Members of the League of Nations regarded the Mandates System as the best method for discharging the sacred trust of civilization provided for in Article 22 of the Covenant, the Members of the United Nations considered the International Trusteeship System to be the best method for discharging a similar mission. It is equally true that the Charter has contemplated and regulated only a single system, the International Trusteeship System. It did not contemplate or regulate a co-existing Mandates System. It may thus be concluded that it was expected that the mandatory States would follow the normal course indicated by the Charter, namely, conclude Trusteeship Agreements. The Court is, however, unable to deduce from these general considerations any legal obligation for mandatory States to conclude or to negotiate such agreements. It is not for the Court to pronounce on the political or moral duties which these considerations may involve.

For these reasons, the Court considers that the Charter does not impose on the Union an obligation to place South-West Africa under the Trusteeship System.

* * *

Question c) : « *L'Union sud-africaine a-t-elle compétence pour modifier le statut international du Territoire du Sud-Ouest africain ou, dans le cas d'une réponse négative, qui a compétence pour déterminer et modifier le statut international du Territoire ?* »

Le statut international du Territoire résulte des règles internationales régissant les droits, pouvoirs et obligations concernant l'administration du Territoire et la surveillance de cette administration, telles que ces règles sont énoncées dans l'article 22 du Pacte et dans le Mandat. Il est évident que l'Union n'est pas compétente pour modifier unilatéralement le statut international du Territoire ou l'une quelconque de ces règles internationales. Cela ressort de l'article 7 du Mandat, qui dispose expressément que l'autorisation du Conseil de la Société des Nations est nécessaire pour modifier les dispositions du Mandat.

La Cour est en outre appelée à indiquer qui a compétence pour déterminer et modifier le statut international du Territoire.

Avant de répondre à cette question, la Cour rappelle que le procédé normal pour modifier le statut international du Territoire est de placer celui-ci sous le Régime de Tutelle au moyen d'un accord conclu conformément aux dispositions du chapitre XII de la Charte.

La compétence pour modifier d'autres façons le statut international du Territoire dépendait des règles gouvernant la modification de l'article 22 du Pacte et la modification des dispositions du Mandat.

L'article 26 du Pacte avait déterminé comment des amendements pourraient être apportés au Pacte, y compris l'article 22. D'autre part, l'article 7 du Mandat énonçait que l'autorisation du Conseil de la Société des Nations était nécessaire pour modifier les dispositions de ce Mandat. Les règles ainsi posées sont devenues inapplicables par suite de la dissolution de la Société des Nations. Mais on ne peut en conclure qu'il n'existe aucun procédé régulier pour modifier le statut international du Territoire du Sud-Ouest africain.

L'article 7 du Mandat, en exigeant, pour modifier les dispositions de celui-ci, l'autorisation du Conseil de la Société des Nations, faisait intervenir à cet effet le même organe qui se trouvait investi du pouvoir de surveillance à l'égard de l'administration du Mandat. Or, actuellement, selon la réponse ci-dessus donnée à la Question a), ce pouvoir de surveillance appartient à l'Assemblée générale. D'autre part, pour substituer au Système du Mandat le Régime international de Tutelle, les articles 79 et 85 de la Charte exigent un Accord de Tutelle conclu par la Puissance mandataire et approuvé

* * *

Question (c) : *“Has the Union of South Africa the competence to modify the international status of the Territory of South-West Africa, or, in the event of a negative reply, where does competence rest to determine and modify the international status of the Territory?”*

The international status of the Territory results from the international rules regulating the rights, powers and obligations relating to the administration of the Territory and the supervision of that administration, as embodied in Article 22 of the Covenant and in the Mandate. It is clear that the Union has no competence to modify unilaterally the international status of the Territory or any of these international rules. This is shown by Article 7 of the Mandate, which expressly provides that the consent of the Council of the League of Nations is required for any modification of the terms of the Mandate.

The Court is further requested to say where competence to determine and modify the international status of the Territory rests.

Before answering this question, the Court repeats that the normal way of modifying the international status of the Territory would be to place it under the Trusteeship System by means of a Trusteeship Agreement in accordance with the provisions of Chapter XII of the Charter.

The competence to modify in other ways the international status of the Territory depended on the rules governing the amendment of Article 22 of the Covenant and the modification of the terms of the Mandate.

Article 26 of the Covenant laid down the procedure for amending provisions of the Covenant, including Article 22. On the other hand, Article 7 of the Mandate stipulates that the consent of the Council of the League was required for any modification of the terms of that Mandate. The rules thus laid down have become inapplicable following the dissolution of the League of Nations. But one cannot conclude therefrom that no proper procedure exists for modifying the international status of South-West Africa.

Article 7 of the Mandate, in requiring the consent of the Council of the League of Nations for any modification of its terms, brought into operation for this purpose the same organ which was invested with powers of supervision in respect of the administration of the Mandates. In accordance with the reply given above to Question (a), those powers of supervision now belong to the General Assembly of the United Nations. On the other hand, Articles 79 and 85 of the Charter require that a Trusteeship Agreement be concluded by the mandatory Power and approved by the General Assembly

par l'Assemblée générale. Ces articles donnent également à l'Assemblée générale le pouvoir d'approuver toutes modifications ou amendements aux Accords de Tutelle. On peut admettre par analogie que la même procédure est applicable pour une modification au statut international du Territoire sous Mandat dont l'objet ne serait pas de le placer sous Régime international de Tutelle. Cette solution est confirmée par l'action de l'Assemblée générale et par l'attitude de l'Union sud-africaine, qui est actuellement la seule Puissance mandataire.

Le 22 janvier 1946, devant la Quatrième Commission de l'Assemblée générale, le représentant de l'Union sud-africaine a expliqué le caractère particulier des rapports entre l'Union et le Territoire sous son Mandat. Il a déclaré qu'il ne serait fait aucune tentative en vue d'élaborer un accord avant que ne soit librement exprimée la volonté des populations européenne et indigènes. Il a ajouté : « Quand cette volonté sera connue, l'Union soumettra sa décision au jugement de l'Assemblée générale. »

Le 9 avril 1946, devant l'Assemblée de la Société des Nations, le représentant de l'Union a déclaré qu'il « est dans l'intention du Gouvernement de l'Union sud-africaine d'exposer à la prochaine session des Nations Unies à New-York les raisons pour lesquelles il conviendrait d'accorder au Sud-Ouest africain un statut aux termes duquel ce Territoire serait reconnu internationalement comme formant partie intégrante de l'Union ».

Conformément à ces déclarations, le Gouvernement de l'Union a demandé, par lettre, du 12 août 1946, de sa légation à Washington, l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de la question de l'opportunité de l'intégration territoriale et de l'annexion à l'Union sud-africaine du Territoire sous Mandat du Sud-Ouest africain. Dans une lettre postérieure, du 9 octobre 1946, ce Gouvernement a demandé que le texte de l'article de l'ordre du jour soit modifié de la manière suivante : « Déclaration du Gouvernement de l'Union sud-africaine sur le résultat de ses consultations avec les populations du Sud-Ouest africain au sujet du futur statut du Territoire sous Mandat et suite à donner aux vœux ainsi exprimés. »

Le 4 novembre 1946, devant la Quatrième Commission, le premier ministre de l'Union sud-africaine a déclaré que l'Union avait nettement compris « que sa responsabilité internationale ne lui permettrait pas de profiter d'une situation créée par la guerre pour effectuer un changement dans le statut du Sud-Ouest africain sans consultation appropriée soit de tous les peuples de ce Territoire soit avec les organes internationaux compétents ».

En soumettant ainsi la question du futur statut international du Territoire au « jugement » de l'Assemblée générale en tant qu'« organe international compétent », le Gouvernement de l'Union a reconnu la compétence de l'Assemblée générale en la matière.

before the International Trusteeship System may be substituted for the Mandates System. These articles also give the General Assembly authority to approve alterations or amendments of Trusteeship Agreements. By analogy, it can be inferred that the same procedure is applicable to any modification of the international status of a territory under Mandate which would not have for its purpose the placing of the territory under the Trusteeship System. This conclusion is strengthened by the action taken by the General Assembly and the attitude adopted by the Union of South Africa which is at present the only existing mandatory Power.

On January 22nd, 1946, before the Fourth Committee of the General Assembly, the representative of the Union of South Africa explained the special relationship between the Union and the Territory under its Mandate. There would—he said—be no attempt to draw up an agreement until the freely expressed will of both the European and native populations had been ascertained. He continued: "When that had been done, the decision of the Union would be submitted to the General Assembly for judgment."

On April 9th, 1946, before the Assembly of the League of Nations, the Union representative declared that "it is the intention of the Union Government, at the forthcoming session of the United Nations General Assembly in New York, to formulate its case for according South-West Africa a status under which it would be internationally recognized as an integral part of the Union".

In accordance with these declarations, the Union Government, by letter of August 12th, 1946, from its Legation in Washington, requested that the question of the desirability of the territorial integration in, and the annexation to, the Union of South Africa of the mandated Territory of South-West Africa, be included in the Agenda of the General Assembly. In a subsequent letter of October 9th, 1946, it was requested that the text of the item to be included in the Agenda be amended as follows: "Statement by the Government of the Union of South Africa on the outcome of their consultations with the peoples of South-West Africa as to the future status of the mandated Territory, and implementation to be given to the wishes thus expressed."

On November 4th, 1946, before the Fourth Committee, the Prime Minister of the Union of South Africa stated that the Union clearly understood "that its international responsibility precluded it from taking advantage of the war situation by effecting a change in the status of South-West Africa without proper consultation either of all the peoples of the Territory itself, or with the competent international organs".

By thus submitting the question of the future international status of the Territory to the "judgment" of the General Assembly as the "competent international organ", the Union Government recognized the competence of the General Assembly in the matter.

Celle-ci, d'autre part, a affirmé sa compétence par la Résolution 65 (I) du 14 décembre 1946. Elle a constaté avec satisfaction que la mesure prise par l'Union sud-africaine manifestait la reconnaissance de l'intérêt et du souci que les Nations Unies témoignent pour la question. Elle a exprimé le désir « qu'un accord puisse intervenir ultérieurement entre les Nations Unies et l'Union sud-africaine au sujet du statut futur du Territoire sous Mandat du Sud-Ouest africain » et a conclu : « L'Assemblée générale en conséquence ne saurait admettre l'incorporation du Territoire du Sud-Ouest africain à l'Union sud-africaine. »

A la suite de l'adoption de cette résolution, le Gouvernement de l'Union a décidé de ne pas procéder à l'incorporation du Territoire, mais de maintenir le *statu quo*. L'Assemblée générale a pris acte de cette décision dans sa Résolution 141 (II) du 1^{er} novembre 1947.

Sur la base de ces considérations, la Cour est amenée à conclure que la compétence pour déterminer et modifier le statut international du Territoire du Sud-Ouest africain appartient à l'Union sud-africaine agissant avec le consentement des Nations Unies.

Par ces motifs,

La Cour est d'avis,

Sur la Question générale :

à l'unanimité,

que le Sud-Ouest africain est un territoire soumis au Mandat international assumé par l'Union sud-africaine le 17 décembre 1920 ;

Sur la Question a) :

par douze voix contre deux,

que l'Union sud-africaine continue à être soumise aux obligations internationales énoncées à l'article 22 du Pacte de la Société des Nations et au Mandat pour le Sud-Ouest africain ainsi qu'à l'obligation de transmettre les pétitions des habitants de ce Territoire, les fonctions de contrôle devant être exercées par les Nations Unies auxquelles les rapports annuels et les pétitions devront être soumis, et la référence à la Cour permanente de Justice internationale devant être remplacée par la référence à la Cour internationale de Justice, conformément à l'article 7 du Mandat et à l'article 37 du Statut de la Cour ;

The General Assembly, on the other hand, affirmed its competence by Resolution 65 (I) of December 14th, 1946. It noted with satisfaction that the step taken by the Union showed the recognition of the interest and concern of the United Nations in the matter. It expressed the desire "that agreement between the United Nations and the Union of South Africa may hereafter be reached regarding the future status of the Mandated Territory of South-West Africa", and concluded: "The General Assembly, therefore, is unable to accede to the incorporation of the Territory of South-West Africa in the Union of South Africa."

Following the adoption of this resolution, the Union Government decided not to proceed with the incorporation of the Territory, but to maintain the *status quo*. The General Assembly took note of this decision in its Resolution 141 (II) of November 1st, 1947.

On the basis of these considerations, the Court concludes that competence to determine and modify the international status of South-West Africa rests with the Union of South Africa acting with the consent of the United Nations.

For these reasons,

The Court is of opinion,

On the General Question :

unanimously,

that South-West Africa is a territory under the international Mandate assumed by the Union of South Africa on December 17th, 1920 ;

On Question (a) :

by twelve votes to two,

that the Union of South Africa continues to have the international obligations stated in Article 22 of the Covenant of the League of Nations and in the Mandate for South-West Africa as well as the obligation to transmit petitions from the inhabitants of that Territory, the supervisory functions to be exercised by the United Nations, to which the annual reports and the petitions are to be submitted, and the reference to the Permanent Court of International Justice to be replaced by a reference to the International Court of Justice, in accordance with Article 7 of the Mandate and Article 37 of the Statute of the Court ;

Sur la Question b) :

à l'unanimité,

que les dispositions du chapitre XII de la Charte s'appliquent au Territoire du Sud-Ouest africain en ce sens qu'elles fournissent le moyen de placer le Territoire sous le Régime de Tutelle ;

et par huit voix contre six,

que les dispositions du chapitre XII de la Charte n'imposent pas à l'Union sud-africaine l'obligation juridique de placer le Territoire sous le Régime de Tutelle ;

Sur la Question c) :

à l'unanimité,

que l'Union sud-africaine agissant seule n'est pas compétente pour modifier le statut international du Territoire du Sud-Ouest africain, et que la compétence pour déterminer et modifier ce statut international appartient à l'Union sud-africaine agissant avec le consentement des Nations Unies.

Fait en anglais et en français, le texte anglais faisant foi, au Palais de la Paix, le onze juillet mil neuf cent cinquante, en deux exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives de la Cour et dont l'autre sera transmis au Secrétaire général des Nations Unies.

Le Président de la Cour,

(Signé) BASDEVANT.

Le Greffier de la Cour,

(Signé) E. HAMBRO.

M. GUERRERO, Vice-Président, regrette de ne pouvoir se rallier à l'avis de la Cour sur la réponse à donner à la deuxième partie de la question sous litt. b), et déclare que, d'après lui, la Charte impose à l'Union sud-africaine l'obligation de placer sous le Régime

On Question (b) :

unanimously,

that the provisions of Chapter XII of the Charter are applicable to the Territory of South-West Africa in the sense that they provide a means by which the Territory may be brought under the Trusteeship System ;

and by eight votes to six,

that the provisions of Chapter XII of the Charter do not impose on the Union of South Africa a legal obligation to place the Territory under the Trusteeship System ;

On Question (c) :

unanimously,

that the Union of South Africa acting alone has not the competence to modify the international status of the Territory of South-West Africa, and that the competence to determine and modify the international status of the Territory rests with the Union of South Africa acting with the consent of the United Nations.

Done in English and French, the English text being authoritative, at the Peace Palace, The Hague, this eleventh day of July, one thousand nine hundred and fifty, in two copies, one of which will be placed in the archives of the Court and the other transmitted to the Secretary-General of the United Nations.

(Signed) BASDEVANT,
President.

(Signed) E. HAMBRO,
Registrar.

Vice-President GUERRERO regrets that he is unable to concur in the opinion of the Court on the answer to the question under letter (b) and declares that in his opinion the Charter imposes on the Union of South Africa an obligation to place the Territory of

de Tutelle le Territoire du Sud-Ouest africain et que, par conséquent, l'Union est tenue, conformément au paragraphe 2 de l'article 80 de la Charte, de ne pas retarder ni ajourner la négociation et la conclusion de l'accord destiné à placer le Territoire sous le Régime de Tutelle. Sans cela, l'article 80 de la Charte n'aurait aucun sens. A ce dernier point de vue, comme au point de vue de l'économie générale des textes, M. Guerrero se rallie à l'opinion exprimée par M. De Visscher.

M. ZORIĆIĆ et BADAWI PACHA, juges, déclarent qu'à leur regret ils ne peuvent se rallier à la réponse donnée par la Cour à la deuxième partie de la question sous litt. b). D'une manière générale, ils partagent à ce sujet les vues exprimées dans l'opinion dissidente de M. De Visscher.

Sir ARNOLD MCNAIR et M. READ, juges, se prévalant du droit que leur confère l'article 57 du Statut, ont joint au présent avis les exposés de leur opinion individuelle.

MM. ALVAREZ, DE VISSCHER et KRYLOV, juges, se prévalant du droit que leur confère l'article 57 du Statut, ont joint au présent avis les exposés de leur opinion dissidente.

(Paraphé) J. B.

(Paraphé) E. H.

South-West Africa under the Trusteeship System, and that therefore the Union is bound under paragraph 2 of Article 80 of the Charter not to delay or postpone the negotiation and conclusion of an agreement for placing the Territory under the Trusteeship System. Otherwise Article 80 of the Charter would have no meaning. On this point and on the text in general, Mr. Guerrero shares the views expressed by Judge De Visscher.

Judges ZORIČIĆ and BADAWI PASHA declare that they regret to be unable to concur in the answer given by the Court to the second part of the question under letter (b). They share in general the views expressed on this point in the dissenting Opinion of Judge De Visscher.

Judge Sir ARNOLD McNAIR and Judge READ, availing themselves of the right conferred on them by Article 57 of the Statute, have appended to the Opinion of the Court statements of their separate Opinions.

Judges ALVAREZ, DE VISSCHER and KRYLOV, availing themselves of the right conferred on them by Article 57 of the Statute, have appended to the Opinion of the Court statements of their dissenting Opinions.

(Initialed), J. B.

(Initialed) E. H.

ANNEXE

Bordereau des documents soumis à la Cour par le Secrétaire général des Nations Unies en application de l'article 65 du Statut

1

DOCUMENTS TRANSMIS PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL A LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE CONFORMÉMENT A LA RÉOLUTION 338 (IV) ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE LE 6 DÉCEMBRE 1949

TABLE DES MATIÈRES

I. DOCUMENTATION RELATIVE AU SYSTÈME DES MANDATS

Chemise 1.

The Treaty of Peace between the Allied and Associated Powers and Germany, 28 June 1919 — Partie IV — Droits et intérêts allemands hors de l'Allemagne (extrait) — Articles 118-127.

The Treaty of Peace between the Allied and Associated Powers and Germany, 28 June 1919 — Partie I — Pacte de la Société des Nations (extrait) — Article 22.

Société des Nations — Actes de la Première Assemblée — Séances des Commissions (II) — Procès-verbaux de la Sixième Commission — Attribution des mandats (annexe 17 b ; appendice 2).

Textes des mandats de la Société des Nations — Mandat pour le Sud-Ouest africain allemand.

Document republié par les Nations Unies [A/70].

Société des Nations — Recueil des traités et des engagements internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations — N° 310. — Traité concernant le rétablissement de la paix entre l'Allemagne et les États-Unis d'Amérique, signé à Berlin le 25 août 1921 (extrait).

[Volume XII, 1922, numéros 1, 2, 3 et 4.]

Constitution de la Commission permanente des Mandats, approuvée par le Conseil le 1^{er} décembre 1920.

Voir ci-dessous: Société des Nations — Les responsabilités qui incombent à la Société des Nations en vertu de l'article 22 (Mandats) — Rapport présenté par le Conseil à l'Assemblée — Annexe 14.

ANNEX

List of documents submitted to the Court by the Secretary-General of the United Nations in application of Article 65 of the Statute

I

DOCUMENTS TRANSMITTED TO THE INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE BY THE SECRETARY-GENERAL IN ACCORDANCE WITH RESOLUTION 338 (IV) ADOPTED BY THE GENERAL ASSEMBLY ON 6 DECEMBER, 1949

CONTENTS

I. DOCUMENTATION RELATING TO THE MANDATES SYSTEM

Folder 1.

The Treaty of Peace between the Allied and Associated Powers and Germany, 28 June, 1919—Part IV—German rights and interests outside Germany (excerpt)—Articles 118-127.

The Treaty of Peace between the Allied and Associated Powers and Germany, 28 June, 1919—Part I—The Covenant of the League of Nations (excerpt)—Article 22.

League of Nations—The records of the First Assembly—Meetings of the Committees (II)—Minutes of the Sixth Committee—Allocation of mandates (Annex 17 *b*; Appendix 2).

Terms of League of Nations Mandates—Mandate for German South-West Africa.

Document republished by the United Nations [A/70].

League of Nations—Treaty Series—Publication of treaties and international engagements registered with the Secretariat of the League of Nations—No. 310.—Treaty concerning the re-establishment of peace between Germany and the United States of America, signed at Berlin, 25 August, 1921 (excerpt). [Volume XII, 1922, Numbers 1, 2, 3 and 4.]

Constitution of a Permanent Mandates Commission approved by the Council on 1 December, 1920.

See below: League of Nations—Responsibilities of the League arising out of Article 22 (Mandates)—Report by the Council to the Assembly—Annex 14.

Société des Nations — Journal officiel — Procès-verbal de la seizième session du Conseil — Deuxième séance (extrait) — 531. Commission des Mandats : Indemnité de séjour allouée aux membres de la Commission. [III^{me} Année, n° 2 — Février 1922.]

Société des Nations — Journal officiel — Procès-verbal de la quarante-sixième session du Conseil — Quatrième séance (extrait) — Question de la nomination d'un membre supplémentaire à la Commission permanente des Mandats. [VIII^{me} Année, n° 10 — Octobre 1927.]

Société des Nations — Commission permanente des Mandats — Règlement intérieur soumis à l'approbation du Conseil de la Société des Nations. [C.404. M.295. 1921. VI.]

Commission permanente des Mandats : Règlement intérieur.

Voir ci-dessus : Société des Nations — Journal officiel — Procès-verbal de la seizième session du Conseil — Deuxième séance (extrait) — Paragraphe 535. [III^{me} Année, n° 2 — Février 1922.]

Société des Nations — Commission permanente des Mandats — Règlement intérieur. [C.404 (2). M. 295(2). 1921. VI.]

Obligations incombant à la Société des Nations, aux termes de l'article 22 du Pacte (Mandats). (Rapport présenté par le représentant de la Belgique, M. Hymans, et adopté par le Conseil de la Société des Nations, réuni à Saint-Sébastien, le 5 août 1920.)

Voir ci-dessous : Société des Nations — Les responsabilités qui incombent à la Société des Nations en vertu de l'article 22 (Mandats) — Rapport présenté par le Conseil à l'Assemblée — Annexe 4.

Société des Nations — Les responsabilités qui incombent à la Société des Nations en vertu de l'article 22 (Mandats) — Rapport présenté par le Conseil à l'Assemblée [20/48/161].

Société des Nations — Journal officiel — IV^{me} Année, n° 3, mars 1923 — Vingt-troisième session du Conseil — Procédure en matière de pétitions relatives aux habitants des territoires sous mandat. [C.44(1). M.73. 1923. VI.]

League of Nations—Official Journal—Minutes of the sixteenth session of the Council—Second meeting (excerpt)—531. Allowances to members of the Permanent Mandates Commission. [3rd Year, No. 2—February, 1922.]

League of Nations—Official Journal—Minutes of the forty-sixth session of the Council—Fourth meeting (excerpt)—Question of the appointment of an additional member on the Permanent Mandates Commission. [8th Year, No. 10—October, 1927.]

League of Nations—Permanent Mandates Commission—Rules of procedure submitted for the approval of the Council of the League of Nations. [C.404. M.295. 1921. VI.]

Rules of procedure of the Permanent Mandates Commission.

See above League of Nations—Official Journal—Minutes of the sixteenth session of the Council—Second meeting (excerpt)—Paragraph 535. [3rd Year, No. 2—February, 1922.]

League of Nations—Permanent Mandates Commission—Rules of procedure. [C.404(2). M. 295(2). 1921. VI.]

Obligations falling upon the League of Nations under the terms of Article 22 of the Covenant (Mandates). (Report presented by the Belgian Representative, M. Hymans, and adopted by the Council of the League of Nations at San Sebastian on 5 August, 1920.)

See below League of Nations—Responsibilities of the League arising out of Article 22 (Mandates)—Report by the Council to the Assembly—Annex 4.

League of Nations—Responsibilities of the League arising out of Article 22 (Mandates)—Report by the Council to the Assembly [20/48/161].

League of Nations—Official Journal—4th Year, No. 3, March, 1923—Twenty-third session of the Council—Procedure in respect of petitions regarding inhabitants of mandated territories (Annex 457). [C.44(1). M.73. 1923. VI.]

Société des Nations — Commission permanente des Mandats — Procès-verbal de la douzième session (y compris le rapport de la Commission au Conseil) — Annexe 4 : Aperçu de la procédure en matière de pétitions concernant les territoires sous mandat. [C.545. M.194. 1927. VI.]

Société des Nations — Mandats « C » — Questionnaire destiné à faciliter la préparation des rapports annuels des Puissances mandataires. [C.397. M.299. 1921. VI.]

Société des Nations — Mandats B et C — Liste des questions que la Commission permanente des Mandats désirerait voir traiter dans les rapports annuels des Puissances mandataires. [A. 14. 1926. VI.]

Le système des mandats : Origine, principes et application.

Voir Série de Publications de la Société des Nations, Genève, avril 1945. [VI. A. Mandats, 1945, VI. A. 1.]

Société des Nations — Journal officiel — Supplément spécial n° 194 — Actes des vingtième (fin) et vingt et unième sessions ordinaires de l'Assemblée :

Deuxième séance plénière (extrait) — Déclaration de M. Leif Egeland (Union sud-africaine).

Quatrième séance plénière (extrait) — Déclaration du professeur Bailey (Australie).

Septième séance plénière (extrait).

Procès-verbaux de la Première Commission (Questions générales) — Troisième séance (extrait) : 10. Reprise, par les Nations Unies, de certaines fonctions, compétences et activités de la Société des Nations (suite) : Mandats.

Annexe 24 C. — Mandats [résolution].

II. CHARTE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Chapitre 2.

Chapitres XII et XIII de la Charte.

League of Nations—Permanent Mandates Commission—Minutes of the twelfth session (including the Report of the Commission to the Council)—Annex 4: Summary of the procedure to be followed in the matter of petitions concerning mandated territories. [C.545. M.194. 1927. VI.]

League of Nations—"C" Mandates—Questionnaire intended to facilitate the preparation of the annual reports of the mandatory Powers. [C.397. M.299. 1921. VI.]

League of Nations—B and C Mandates—List of questions which the Permanent Mandates Commission desires should be dealt with in the annual reports of the mandatory Powers. [A. 14. 1926. VI.]

The Mandates System: Origin, Principles, Application.

See Series of League of Nations Publications, Geneva, April 1945. [VI. A. Mandates, 1945, VI. A. 1.]

League of Nations—Official Journal—Special Supplement No. 194—Records of the twentieth (conclusion) and twenty-first ordinary sessions of the Assembly:

Second plenary meeting (excerpt)—Speech by Mr. Leif Egeland (Union of South Africa).

Fourth plenary meeting (excerpt)—Speech by Professor Bailey (Australia).

Seventh plenary meeting (excerpt).

Minutes of the First Committee (General Questions)—Third meeting (excerpt): 10. Assumption by the United Nations of certain functions, powers and activities of the League (continued): Mandates System.

Annex 24 C.—Mandates [resolution].

II. CHARTER OF THE UNITED NATIONS

Folder 2.

Chapters XII and XIII of the Charter.

III. COMPTES RENDUS DE LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR L'ORGANISATION INTERNATIONALE, SAN-FRANCISCO, 1945

Chemise 3.

*Réunion des chefs des délégations
pour l'organisation de la Conférence.*

Réunion des chefs des délégations pour l'organisation de la Conférence, 26 avril 1945 [29, DC/4] (extrait).

Séances plénières de la Conférence.

Comptes rendus des débats.

Procès-verbal de la deuxième séance plénière, 27 avril 1945, discours de M. Forde (Australie) [20, P/6]

Voir volume 1*,
pp. 210 et 211.

Additif au procès-verbal de la cinquième séance plénière, 30 avril 1945 [42, P/10 (a)]

Voir volume 1,
pp. 406 et 407.

Procès-verbal de la septième séance plénière, 1^{er} mai 1945, discours de M. Fraser (Nouvelle-Zélande) [58, P/15]

Voir volume 1,
p. 536.

Commission II — Assemblée générale.

Comptes rendus des débats.

Résumé de la réunion des membres des bureaux de la Commission et de ses comités, 3 mai 1945 [83, I /3]

Voir volume 8,
pp. 10 à 14.

Mandat de la Commission II, exposé du Président, 3 mai 1945 [74, II/2]

Voir volume 8,
pp. 17 et 18.

Comité II/4 — Régime de tutelle.

Comptes rendus des débats.

Compte rendu sommaire de la 1^{re} réunion, 5 mai 1945 [113, II/4/2]

Voir volume 10,
pp. 425 et 426.

* Les références figurant dans cette colonne renvoient aux volumes des *Documents de la Conférence des Nations Unies sur l'Organisation internationale, San-Francisco, 1945*, United Nations Information Organizations, London, New York.

III. RECORDS OF THE UNITED NATIONS CONFERENCE ON INTERNATIONAL ORGANIZATION, SAN FRANCISCO, 1945

Folder 3.

*Meeting of the heads of delegations
to organize the Conference.*

Meeting of the heads of delegations to organize the Conference, 26 April, 1945 [29, DC/4] (excerpt).

Plenary sessions of the Conference.

Records of proceedings.

- | | |
|--|--|
| <p>Verbatim minutes of the second plenary session, 27 April, 1945, speech by Mr. Forde (Australia) [20, P/6]</p> | <p>See Volume 1*,
pp. 177 and 178.</p> |
| <p>Addendum to verbatim minutes of the fifth plenary session, 30 April, 1945 [42, P/10 (a)]</p> | <p>See Volume 1,
pp. 401 to 405.</p> |
| <p>Verbatim minutes of the seventh plenary session, 1 May, 1945 [58, P/15], speech by Mr. Fraser (New Zealand)</p> | <p>See Volume 1,
p. 512.</p> |

Commission II—General Assembly.

Records of proceedings.

- | | |
|---|---|
| <p>Summary of meeting of Commission and committee officers, 3 May, 1945 [83, II/3]</p> | <p>See Volume 8,
pp. 4 to 9.</p> |
| <p>Terms of reference for Commission II, Statement by the President, 3 May, 1945 [74, II/2]</p> | <p>See Volume 8,
pp. 15 and 16.</p> |

Committee II/4—Trusteeship System.

Records of proceedings.

- | | |
|---|--|
| <p>Summary report of 1st meeting, 5 May, 1945 [113, II/4/2]</p> | <p>See Volume 10,
pp. 423 and 424.</p> |
|---|--|

* All references in this column are to volumes of the *Documents of the United Nations Conference on International Organization, San Francisco, 1945*, United Nations Information Organizations, London, New York.

197	AVIS DU II VII 50 (STATUT SUD-OUEST AFRICAIN)	
Procès-verbal résumé de la 2 ^{me} séance, 10 mai 1945 [241, II/4/7]		Voir volume 10, pp. 430 et 431.
Procès-verbal résumé de la 3 ^{me} séance, 11 mai 1945 [260, II/4/8]		Voir volume 10, pp. 435 à 437.
Compte rendu sommaire de la 4 ^{me} séance, 14 mai 1945 [310, II/4/11]		Voir volume 10, pp. 442 à 444.
Compte rendu sommaire de la 5 ^{me} séance, 15 mai 1945 [364, II/4/13]		Voir volume 10, pp. 448 à 450.
Procès-verbal sommaire de la 6 ^{me} séance, 17 mai 1945 [404, II/4/17]		Voir volume 10, pp. 455 à 457.
Corrigenda au procès-verbal sommaire de la 6 ^{me} séance, 17 mai 1945 [404, II/4/17 (1)]		Voir Volume 10, p. 457.
Compte rendu sommaire de la 7 ^{me} séance, 18 mai 1945 [448, II/4/18]		Voir volume 10, pp. 461 et 462.
Compte rendu résumé de la 8 ^{me} séance, 22 mai 1945 [512, II/4/21]		Voir volume 10, pp. 471 à 473.
Compte rendu sommaire de la 9 ^{me} séance, 23 mai 1945 [552, II/4/23]		Voir volume 10, pp. 479 à 483.
Compte rendu sommaire de la 10 ^{me} séance, 24 mai 1945 [580, II/4/24]		Voir volume 10, pp. 489 à 494.
Compte rendu résumé de la 11 ^{me} séance, 31 mai 1945 [712, II/4/30]		Voir volume 10, pp. 501 à 504.
Compte rendu sommaire de la 12 ^{me} séance, 1 ^{er} juin 1945 [735, II/4/31]		Voir volume 10, pp. 508 et 509.
Compte rendu résumé de la 13 ^{me} séance, 8 juin 1945 [877, II/4/35]		Voir volume 10, pp. 519 à 524.
Compte rendu résumé de la 14 ^{me} séance, 15 juin 1945 [1018, II/4/38]		Voir volume 10, pp. 549 à 554.
Compte rendu résumé de la 15 ^{me} séance, 18 juin 1945 [1090, II/4/43]		Voir volume 10, pp. 565 à 569.
Compte rendu résumé de la 16 ^{me} séance, 20 juin 1945 [1143, II/4/46]		Voir volume 10, pp. 604 à 606.

- Summary report of 2nd meeting, 10 May, 1945
[241, II/4/7] See Volume 10,
pp. 428 and 429.
- Summary report of 3rd meeting, 11 May, 1945
[260, II/4/8] See Volume 10,
pp. 433 and 434.
- Summary report of 4th meeting, 14 May, 1945
[310, II/4/11] See Volume 10,
pp. 439 to 441.
- Summary report of 5th meeting, 15 May, 1945
[364, II/4/13] See Volume 10,
pp. 446 and 447.
- Summary report of 6th meeting, 17 May, 1945
[404, II/4/17] See Volume 10,
pp. 452 to 454.
- Corrigenda to the summary report of the
6th meeting, 17 May, 1945 [404, II/4/17 (1)] See Volume 10,
p. 454.
- Summary report of 7th meeting, 18 May, 1945
[448, II/4/18] See Volume 10,
pp. 459 and 460.
- Summary report of 8th meeting, 22 May, 1945
[512, II/4/21] See Volume 10,
pp. 468 to 470.
- Summary report of 9th meeting, 23 May, 1945
[552, II/4/23] See Volume 10,
pp. 475 to 478.
- Summary report of 10th meeting, 24 May, 1945
[580, II/4/24] See Volume 10,
pp. 485 to 488.
- Summary report of 11th meeting, 31 May, 1945
[712, II/4/30] See Volume 10,
pp. 496 to 500.
- Summary report of 12th meeting, 1 June, 1945
[735, II/4/31] See Volume 10,
pp. 506 and 507.
- Summary report of 13th meeting, 8 June, 1945
[877, II/4/35] See Volume 10,
pp. 513 to 518.
- Summary report of 14th meeting, 15 June, 1945
[1018, II/4/38] See Volume 10,
pp. 543 to 548.
- Summary report of 15th meeting, 18 June, 1945
[1090, II/4/43] See Volume 10,
pp. 561 to 564.
- Summary report of 16th meeting, 20 June, 1945
[1143, II/4/46] See Volume 10,
pp. 601 to 603.

Documents.

- Opinion of the Foreign Relations Department of Mexico* [2, G/7 (c)] [En anglais seulement] Voir volume 3, pp. 139 à 142, 145 à 148 et 162.
- Observations du Gouvernement du Venezuela [2, G/7 (d) (l)] Voir volume 4, p. 273.
- Commentaires et amendements présentés par la délégation de l'Équateur [2, G/7 (p)] Voir volume 4, p. 568.
- Amendement présenté par l'Australie [2, G/14 (l)] Voir volume 4, pp. 778 et 779.
- Régime de tutelle internationale, avant-projet français [2, G/26 (a)] Voir volume 4, pp. 866 à 868.
- Arrangements concernant le trusteeship international, chapitre additionnel proposé par les États-Unis [2, G/26 (c)] Voir volume 4, pp. 869 et 870.
- Trusteeship de certains territoires, projet de chapitre à insérer dans la Charte des Nations Unies, proposition du Royaume-Uni [2, G/26 (d)] Voir volume 4, pp. 871 à 877.
- Propositions de la délégation chinoise au sujet du trusteeship international [2, G/26 (e)] Voir volume 4, pp. 878 à 880.
- Analyse des documents présentés par l'Australie, la Chine, la France, le Royaume-Uni et les États-Unis [230, II/4/5] Voir volume 10, pp. 656 à 670.
- Amendements proposés par la délégation soviétique au projet américain concernant le trusteeship international [2, G/26 (f)] Voir volume 4, pp. 881 à 883.
- Complément à l'analyse des documents présentés par l'Australie, la Chine, la France, le Royaume-Uni et les États-Unis — Analyse des propositions présentées par l'Union soviétique au sujet du trusteeship sous le titre « Amendements proposés par la délégation soviétique au projet américain concernant le trusteeship international » [324, II/4/5 (a)] Voir volume 10, pp. 674 à 676.

Documents.

- Opinion of the Department of Foreign Relations of Mexico [2, G/7 (c)] See Volume 3, pp. 139 to 142, 145 to 148 and 162.
- Observations of the Government of Venezuela [2, G/7 (d) (l)] See Volume 3, pp. 222 and 223.
- Comments and amendments by the delegation of Ecuador [2, G/7 (p)] See Volume 3, p. 427.
- Amendment submitted on behalf of Australia [2, G/14 (l)] See Volume 3, pp. 548 and 549.
- International Trusteeship System, French preliminary draft [2, G/26 (a)] See Volume 3, pp. 604 to 606.
- Arrangements for international trusteeship, additional chapter proposed by the United States [2, G/26 (c)] See Volume 3, pp. 607 and 608.
- Territorial trusteeship, United Kingdom draft of chapter for inclusion in United Nations Charter [2, G/26 (d)] See Volume 3, pp. 609 to 614.
- Draft proposals of the Chinese delegation on international territorial trusteeship [2, G/26 (e)] See Volume 3, pp. 615 to 617.
- Analysis of papers presented by Australia, China, France, United Kingdom and United States [230, II/4/5] See Volume 10, pp. 641 to 655.
- Amendments of the Soviet delegation to the United States draft on trusteeship system [2, G/26 (f)] See Volume 3, pp. 618 and 619.
- Supplement to analysis of papers presented by Australia, China, France, United Kingdom and United States—Analysis of proposal on trusteeship of the Soviet Union entitled “Amendments of the Soviet delegation to the United States draft on trusteeship system” [324, II/4/5 (a)] See Volume 10, pp. 671 to 673.

- Plan proposé pour l'étude du chapitre relatif aux territoires dépendants et arrangements pour un régime de tutelle [323, II/4/12 et 323, II/4/12 (l)]
 Voir volume 10, pp. 684 à 694.
- Projet de texte pour la partie c) à ajouter au texte de travail soumis par la délégation de l'Australie [575, II/4/12 (a)]
 Voir volume 10, pp. 697 et 698.
- Amendement proposé par la délégation du Guatemala, le 14 mai 1945 [386, II/4/15]
 Voir volume 10, p. 464.
- Amendement révisé proposé par la délégation du Guatemala, le 16 mai 1945 [405, II/4/15 (l)]
 Voir volume 10, p. 466.
- Dispositions supplémentaires à insérer dans le chapitre relatif au régime de tutelle présentées par la délégation de l'Égypte [871, II/4/34]
 Voir volume 10, p. 511.
- Texte français provisoire du document de travail avec les modifications adoptées au 8 juin [892, II/4/36]
 Voir volume 10, pp. 529 à 532.
- Texte proposé pour le chapitre relatif aux territoires dépendants et au régime international de tutelle [912, II/4/37]
 Voir volume 10, pp. 537 à 541.
- Text of section B of chapter on dependent territories and arrangements for international trusteeship* [1010, II/4/37 (l)] [En anglais seulement]
 Voir volume 10, pp. 555 à 558.
- Nouveau projet de document de travail, Section A [WD. 390, II/4/42]
 Voir volume 10, pp. 572 et 573.
- Projet de rapport du rapporteur du Comité 4 de la Commission II [1091, II/4/44]
 Voir volume 10, pp. 587 à 593.
- Annexe A au rapport du rapporteur du Comité II/4
 Voir volume 10, pp. 594 à 598.
- Annexe B au rapport du rapporteur du Comité II/4
 Voir volume 10, p. 599.
- Rapport du rapporteur du Comité 4 de la Commission II [1115, II/4/44 (1) (a)]
 Voir volume 10, pp. 623 à 629.

- Proposed working paper for chapter on dependent territories and arrangements for international trusteeship [323, II/4/12] See Volume 10, pp. 677 to 683.
- Proposed new part (c) to be added to working paper submitted by the delegation of Australia [575, II/4/12 (a)] See Volume 10, pp. 695 and 696.
- Amendment proposed by the delegation of Guatemala, 14 May, 1945 [386, II/4/15] See Volume 10, p. 463.
- Revised amendment proposed by the delegation of Guatemala, 16 May, 1945 [405, II/4/15 (l)] See Volume 10, p. 465.
- Additional provisions to be included in the chapter on trusteeship submitted by the delegation of Egypt [871, II/4/34] See Volume 10, p. 510.
- Working paper for chapter on dependent territories and arrangements for international trusteeship [892, II/4/36] See Volume 10, pp. 525 to 528.
- Proposed text for chapter on dependent territories and arrangements for international trusteeship [912, II/4/37] See Volume 10, pp. 533 to 536.
- Text of section B of chapter on dependent territories and arrangements for international trusteeship [1010, II/4/37 (l)] See Volume 10, pp. 555 to 558.
- Redraft of working paper, Section A [WD. 390, II/4/42] See Volume 10, pp. 570 and 571.
- Draft report of the rapporteur of Committee II/4 [1091, II/4/44] See Volume 10, pp. 574 to 580.
- Annex A to report of rapporteur of Committee II/4 See Volume 10, pp. 581 to 585.
- Annex B to report of rapporteur of Committee II/4 See Volume 10, p. 586.
- Report of the rapporteur of Committee II/4 [1115, II/4/44 (1) (a)] See Volume 10, pp. 607 to 613.

- Annexe A au rapport du rapporteur du Comité II/4 Voir volume 10, pp. 630 à 634.
- Annexe B au rapport du rapporteur du Comité II/4 Voir volume 10, p. 635.
- Annexe C — Déclaration commune des délégués du Royaume-Uni et des États-Unis Voir volume 10, pp. 636 et 637.
- Annexe D — Déclaration du délégué de la France Voir volume 10, p. 638.

Sous-Comité II/4/ A.

Documents.

- Texte du projet, approuvé et modifié par le Comité à la date du 24 mai 1945, au cours de ses dix premières séances [WD.33, II/4/A/1] Voir volume 10, pp. 704 à 706.
- Texte du paragraphe A-1 adopté par le Sous-Comité dans sa séance du 1^{er} juin 1945 [727, II/4/A/2] Voir volume 10, p. 707.
- Section B du chapitre relatif aux territoires dépendants et au régime international de tutelle [1044, II/4/37 (2)] Voir volume 10, pp. 713 à 716.

Commission II — Assemblée générale.

Comptes rendus des débats.

- Procès-verbal de la 3^{me} séance de la Commission II, 20 juin 1945 [1144, II 16] Voir volume 8, pp. 160 à 187.
- Corrigendum to verbatim minutes of 3rd meeting of Commission II, 20 June, 1945* [1208, II/16 (1)] [En anglais seulement] Voir volume 8, pp. 155 à 159.

Comité de coordination.

Comptes rendus des débats.

- Summary record of 37th meeting, 20 June, 1945* [WD. 437, CO/201] (extrait). [En anglais seulement.]
- Summary record of 40th meeting, 22 June, 1945* [WD. 440, CO/204] (extrait). [En anglais seulement.]

- Annex A to report of rapporteur of Committee II/4 See Volume 10, pp. 614 to 618.
- Annex B to report of rapporteur of Committee II/4 See Volume 10, p. 619.
- Annex C—Joint statement by the delegates of the United Kingdom and the United States See Volume 10, pp. 620 and 621.
- Annex D—Statement by the delegate of France See Volume 10, p. 622.

Sub-Committee II/4/A.

Documents.

- Text of working paper as approved and amended in full committee through the tenth meeting, 24 May, 1945 [WD. 33, II/4/A/1] See Volume 10, pp. 701 to 703.
- Text of paragraph A-1 adopted by the Sub-Committee in the meeting of 1 June, 1945 [727, II/4/A/2] See Volume 10, p. 707.
- Section B of chapter on dependent territories and arrangements for international trusteeship [1044, II/4/37 (2)] See Volume 10, pp. 709 to 712.

Commission II—General Assembly.

Records of proceedings.

- Verbatim minutes of 3rd meeting of Commission II, 20 June, 1945 [1144, II/16] See Volume 8, pp. 125 to 154.
- Corrigendum to verbatim minutes of 3rd meeting of Commission II, 20 June, 1945 [1208, II/16 (1)] See Volume 8, pp. 155 to 159.

Co-ordination Committee.

Records of proceedings.

- Summary record of 37th meeting, 20 June, 1945 [WD. 437, CO/201] (excerpt). [English only.]
- Summary record of 40th meeting, 22 June, 1945 [WD. 440, CO/204] (excerpt). [English only.]

Summary record of 41st meeting, 23 June, 1945
[WD. 441, CO/205] (extrait). [En anglais
seulement.]

Documents.

Chapitre du régime de tutelle, Section A, adopté
par le Comité II/4 en date du 20 juin 1945.
[WD. 414, CO/174.]

Chapitre sur le régime de tutelle, Section B,
adopté par le Comité II/4 le 15 juin 1945.
[WD. 374, CO/154.]

*Trusteeship Chapter, Section B, adopted by
Committee II/4, 18 June, 1945* [WD. 393,
CO/154 (1).] [En anglais seulement.]

Chapitre XII, Déclaration relative aux terri-
toires non autonomes. [WD. 411, CO/171.]

Chapitre XII, Politique relative aux territoires
non autonomes [1134, CO/171 (1)]

Voir volume 15,
pp. 104 à 106.

Chapitre XII (A), Régime international de
tutelle. [WD. 412, CO/172.]

Chapitre XII (X), Régime international de
tutelle [1138, CO/172 (1)]

Voir volume 15,
pp. 107 à 113.

Chapitre XII (B), Le Conseil de Tutelle. [WD.
413, CO/173.]

Chapitre XII (Y), Le Conseil de Tutelle [1137,
CO/173 (1)]

Voir volume 15,
pp. 114 à 116.

Projet de Charte des Nations Unies approuvé
définitivement en anglais par le Comité de
coordination et par le Comité consultatif de
juristes le 22 juin 1945. Le texte en français
a été approuvé en partie par le Comité
consultatif de juristes le 22 juin 1945
[1159, CO/181]

Voir volume 15,
pp. 213 à 255.

Séances plénières de la Conférence.

Comptes rendus des débats.

Procès-verbal *in extenso* de la neuvième séance
plénière, 25 juin 1945 [1210, P/20]:

Déclaration du rapporteur de la Commis-
sion II

Déclaration du rapporteur du Comité de
direction

Déclaration de lord Halifax

Voir volume 1,
pp. 644 et 645.

pp. 651 et 652,
p. 654.

Summary record of 41st meeting, 23 June, 1945 [WD. 441, CO/205] (excerpt). [English only.]

Documents.

Trusteeship Chapter, Section A, adopted by Committee II/4, 20 June, 1945. [WD. 414, CO/174.]

Trusteeship Chapter, Section B, adopted by Committee II/4, 15 June, 1945. [WD. 374, CO/154.]

Trusteeship Chapter, Section B, adopted by Committee II/4, 18 June, 1945 [WD. 393, CO/154 (1)]. [English only.]

Chapter XII, Declaration concerning Non-Self-Governing Territories. [WD. 411, CO/171.]

Chapter XII, Policy regarding Non-Self-Governing Territories [1134, CO/171 (1)]

See Volume 15,
pp. 104 to 106.

Chapter XII (A), International Trusteeship System. [WD. 412, CO/172.]

Chapter XII (X), International Trusteeship System [1138, CO/172 (1)]

See Volume 15,
pp. 107 to 113.

Chapter XII (B), The Trusteeship Council. [WD. 413, CO/173.]

Chapter XII (Y), The Trusteeship Council [1137, CO/173 (1)]

See Volume 15,
pp. 114 to 116.

Draft Charter of the United Nations as finally approved in English by both the Co-ordination Committee and the Advisory Committee of Jurists on 22 June, 1945. The text in French was approved in part by the Advisory Committee of Jurists on 22 June, 1945 [1159, CO/181]

See Volume 15,
pp. 170 to 212.

Plenary sessions of the Conference.

Records of proceedings.

Verbatim minutes of the 9th plenary session, 25 June, 1945 [1210, P/20]:

Speech by the rapporteur of Commission II

See Volume 1,
pp. 622 and 623,

Speech by the rapporteur of the Steering Committee

Speech by Lord Halifax

pp. 628 and 629,
p. 631.

- Verbatim minutes of the closing plenary session,*
26 June, 1945 [1209, P/19]:
Déclaration de M. Koo (Chine) Voir volume 1,
p. 661,
Déclaration de M. Gromyko (Union des
Républiques socialistes soviétiques) p. 664,
Déclaration du Feld-Maréchal Smuts (Union
sud-africaine) [En anglais seulement] p. 678.

Documents.

- Rapport du rapporteur de la Commission II à
la session plénière [1177, II/18] Voir volume 8,
pp. 257 à 264.
Rapport du rapporteur de la Commission II à
la session plénière [1180, II/18 (1)] Voir volume 8,
pp. 273 à 280.
Charte des Nations Unies et Statut de la Cour
internationale de Justice Voir volume 15,
pp. 365 à 395.

IV. COMPTES RENDUS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, PREMIÈRE PARTIE
DE LA PREMIÈRE SESSION

Chemise 4.

Inscription de la question à l'ordre du jour.

Documents.

- Ordre du jour de la première partie de la Pre-
mière Session de l'Assemblée générale.
Renvoi, aux Commissions de l'Assemblée géné-
rale, des questions figurant à l'ordre du jour
de l'Assemblée générale et dans le rapport de
la Commission préparatoire — Rapport du
Bureau de l'Assemblée (annexe 2 c) A/9.

Chemise 5.

Séances plénières de l'Assemblée générale.

Comptes rendus des débats.

- 12^{me} séance plénière (extrait) — Discussion du
rapport de la Commission préparatoire —
Discours de M. Nicholls (Union sud-afri-
caine).

Chemise 6.

Quatrième Commission.

Comptes rendus des débats et documents.

- Comptes rendus des séances de la 1^{re} à la 12^{me}
séance et annexes.

- Verbatim minutes of the closing plenary session, 26 June, 1945 [1209, P/19]:
 Speech by Mr. Koo (China) See Volume I,
 p. 661,
 Speech by Mr. Gromyko (Union of Soviet Socialist Republics) p. 664,
 Speech by Field-Marshal Smuts (Union of South Africa) p. 678.

Documents.

- Report of the rapporteur of Commission II to the plenary session [1177, II/18] See Volume 8,
 pp. 249 to 256.
 Revised report of the rapporteur of Commission II to the plenary session [1180, II/18 (1)] See Volume 8,
 pp. 265 to 272.
 Charter of the United Nations and Statute of the International Court of Justice See Volume 15,
 pp. 335 to 364.

IV. RECORDS OF THE GENERAL ASSEMBLY, FIRST PART OF THE FIRST SESSION

Folder 4.

Inclusion of item in the agenda.

Documents.

- Agenda for the first part of the First Session of the General Assembly.
 Reference of items from the agenda of the General Assembly and the report of the Preparatory Commission to the Committees of the General Assembly—Report of the General Assembly (Annex 2 c) A/9.

Folder 5.

Plenary meetings of the General Assembly.

Records of proceedings.

- 12th plenary meeting (excerpt)—Discussion of the report of the Preparatory Commission—Speech by Mr. Nicholls (Union of South Africa).

Folder 6.

Fourth Committee.

Records of proceedings and documents.

- Summary record of meetings from 1st to 12th meeting and annexes.

Chemise 7.*Séances plénières de l'Assemblée générale.**Comptes rendus des débats et document.*

27^{me} séance plénière — Populations ne s'administrent pas elles-mêmes : rapport de la Quatrième Commission : résolutions (A/34).

Populations qui ne s'administrent pas elles-mêmes — Rapport de la Quatrième Commission à l'Assemblée générale (annexe 13) A/34.

Chemise 8.*Séances plénières de l'Assemblée générale.**Résolution.*

Résolutions adoptées sur le rapport de la Quatrième Commission — 9 (I). Populations qui ne s'administrent pas elles-mêmes.

V. COMPTES RENDUS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, SECONDE PARTIE DE LA PREMIÈRE SESSION

Chemise 9.*Inscription de la question à l'ordre du jour.**Documents.*

Ordre du jour de la deuxième partie de la Première Session de l'Assemblée générale.

Répartition des points de l'ordre du jour entre les Commissions — Rapport du Bureau à l'Assemblée générale (annexe 30) A/163.

Chemise 10.*Quatrième Commission.**Comptes rendus des débats.*14^{me} séance.15^{me} séance.16^{me} séance.17^{me} séance.18^{me} séance.19^{me} séance.20^{me} séance.

Folder 7.

Plenary meetings of the General Assembly.

Records of proceedings and document.

27th plenary meeting—Non-Self-Governing Peoples: report of the Fourth Committee: resolutions (A/34).

Non-Self-Governing Peoples—Report of the Fourth Committee to the General Assembly (Annex 13) A/34.

Folder 8.

Plenary meetings of the General Assembly.

Resolution.

Resolutions adopted on the report of the Fourth Committee—9 (1). Non-Self-Governing Peoples.

V. RECORDS OF THE GENERAL ASSEMBLY, SECOND PART OF THE FIRST SESSION

Folder 9.

Inclusion of item in the agenda.

Documents.

Agenda for the second part of the First Session of the General Assembly.

Allocation of agenda items to Committees—Report of the General Committee to the General Assembly (Annex 30) A/163.

Folder 10.

Fourth Committee.

Records of proceedings.

14th meeting.
15th meeting.
16th meeting.
17th meeting.
18th meeting.
19th meeting.
20th meeting.

Chemise II.*Quatrième Commission.**Documents.*

- Méthode de travail suggérée pour l'étude des points de l'ordre du jour de la Quatrième Commission — Mémoire du Secrétariat (annexe 10) A/C.4/59.
- Déclaration de M. Novikov, représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques (annexe 11) A/C.4/57.
- Communications relatives aux Accords de tutelle — Mémoire du Secrétariat (annexe 12) A/117.
- Rapport du Secrétaire général relatif aux Accords de tutelle (annexe 12 a) A/135.
- Délégation de l'Inde : projet de résolution concernant l'autorité chargée de l'administration des territoires sous tutelle (annexe 12 b) A/C.4/33.
- Délégation de la Chine : projet de résolution relatif aux Accords de tutelle (annexe 12 c) A/C.4/64.
- Déclaration de l'Union sud-africaine sur le résultat de consultations poursuivies avec les peuples du Sud-Ouest africain relativement au futur statut du Territoire sous mandat, et suite à donner aux desiderata exprimés (annexe 13) A/123.
- Déclaration du maréchal J. C. Smuts, représentant de l'Union sud-africaine (annexe 13 a) A/C.4/41.
- Délégation de l'Égypte : projet de résolution concernant la procédure à suivre pour examiner la déclaration du Gouvernement de l'Union sud-africaine relative au Sud-Ouest africain (annexe 13 b) A/C.4/47.
- Délégation de l'Inde : projet de résolution concernant le Sud-Ouest africain (annexe 13 c) A/C.4/65.
- Communications reçues par le Secrétariat, relatives aux territoires susceptibles d'être placés sous le régime de tutelle, conformément à l'article 77 de la Charte — Mémoire du Secrétariat
- Annexe 16 A/C.4/37.
- Annexe 16 a A/C.4/37/Add.1.
- Annexe 16 b A/C.4/37/Add.2.
- Rapport de la Sous-Commission 2 (annexe 21) A/C.4/68.

Folder II.

Fourth Committee.

Documents.

- Suggested procedure for the consideration of items on the agenda of the Fourth Committee—Memorandum prepared by the Secretariat (Annex 10) A/C.4/59.
- Statement by Mr. Novikov, representative of the Union of Soviet Socialist Republics (Annex 11) A/C.4/57.
- Communications concerning Trusteeship Agreements—Memorandum prepared by the Secretariat (Annex 12) A/117.
- Report of the Secretary-General on Trusteeship Agreements (Annex 12 a) A/135.
- Delegation of India: draft resolution concerning the Administering Authority in Trust Territories (Annex 12 b) A/C.4/33.
- Delegation of China: draft resolution on Trusteeship Agreements (Annex 12 c) A/C.4/64.
- Statement by the Union of South Africa on the outcome of their consultations with the peoples of South-West Africa as to the future status of the mandated Territory and implementation to be given to the wishes thus expressed (Annex 13) A/123.
- Statement by Field-Marshal the Right Hon. J. C. Smuts, representative of the Union of South Africa (Annex 13 a) A/C.4/41.
- Delegation of Egypt: draft resolution concerning procedure with respect to consideration of the statement of the Government of the Union of South Africa with reference to South-West Africa (Annex 13 b) A/C.4/47.
- Delegation of India: draft resolution relating to South-West Africa (Annex 13 c) A/C.4/65.
- Communications received by the Secretariat relating to territories to which the trusteeship system might apply in accordance with Article 77 of the Charter—Memorandum prepared by the Secretariat
- Annex 16 A/C.4/37.
- Annex 16 a A/C.4/37/Add. 1.
- Annex 16 b A/C.4/37/Add. 2.
- Report of Sub-Committee 2 (Annex 21) A/C.4/68.

Chemise 12.

Sous-Commission 2 de la Quatrième Commission.

Comptes rendus des débats.

- 1^{re} séance (extrait).
- 2^{me} séance (extrait).
- 7^{me} séance (extrait).
- 8^{me} séance.
- 9^{me} séance.
- 10^{me} séance.
- 13^{me} séance (extrait).

Chemise 13.

Sous-Commission 2 de la Quatrième Commission.

Documents.

- Composition de la Sous-Commission 2 et méthode de travail proposée (mémoire du Secrétaire) — Annexe 1 A/C.4/Sub.2/2.
- Procédure à suivre en ce qui concerne les questions restant à l'ordre du jour de la Sous-Commission (proposition soumise par le rapporteur) — Annexe 1 a A/C.4/Sub.2/13.
- Procédure à suivre en ce qui concerne la déclaration du Gouvernement de l'Union sud-africaine (proposition du rapporteur) — Annexe 4 A/C.4/Sub.2/30.
- Projet de rapport du rapporteur à soumettre à la Quatrième Commission — Annexe 5 A/C.4/Sub.2/43.

Chemise 14.

Quatrième Commission.

Comptes rendus des débats et document.

- 21^{me} séance.
- 25^{me} séance (extrait).
- Déclaration de l'Union sud-africaine sur le résultat des consultations poursuivies avec les peuples du Sud-Ouest africain relativement au statut futur du territoire sous mandat, et suite à donner aux desiderata exprimés — Rapport de la Quatrième Commission (annexe 76) A/250.

Folder 12.

Sub-Committee 2 of the Fourth Committee.

Records of proceedings.

- 1st meeting (excerpt).
- 2nd meeting (excerpt).
- 7th meeting (excerpt).
- 8th meeting.
- 9th meeting.
- 10th meeting.
- 13th meeting (excerpt).

Folder 13.

Sub-Committee 2 of the Fourth Committee.

Documents.

- Composition of Sub-Committee 2 and proposed procedure—Memorandum by the Secretariat (Annex 1) A/C.4/Sub.2/2.
- Procedure to be followed in relation to the remaining work of the Sub-Committee—Proposal submitted by the rapporteur (Annex 1 a) A/C.4/Sub.2/13.
- Procedure to be followed in relation to the statement of the Government of the Union of South Africa—Proposal submitted by the rapporteur (Annex 4) A/C.4/Sub.2/30.
- Draft report by the rapporteur for submission to the Fourth Committee (Annex 5) A/C.4/Sub.2/43.

Folder 14.

Fourth Committee.

Records of proceedings and document.

- 21st meeting.
- 25th meeting (excerpt).
- Statement by the Union of South Africa on the outcome of their consultations with the peoples of South-West Africa as to the future status of the mandated territory and implementation to be given to the wishes thus expressed—Report of the Fourth Committee (Annex 76) A/250.

Chemise 15.*Séances plénières de l'Assemblée générale.**Comptes rendus des débats et document.*

64^{me} séance plénière (extrait) — Statut futur du
Sud-Ouest africain : rapport de la Quatrième
Commission : résolution.

[Note — Voir Chemise 14 pour :

Rapport de la Quatrième Commission

A/250.]

Chemise 16.*Séances plénières de l'Assemblée générale.**Résolution.*

Résolutions adoptées sur les rapports de la
Quatrième Commission — 65 (I). Statut
futur du Sud-Ouest africain.

VI. COMPTES RENDUS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, DEUXIÈME SESSION

Chemise 17.*Inscription de la question à l'ordre du jour.**Documents.*

Ordre du jour de la Deuxième Session de
l'Assemblée générale.

Distribution du travail entre les Commissions.

Chemise 18.*Quatrième Commission.**Comptes rendus des débats.*

29^{me} séance.

30^{me} séance.

31^{me} séance.

32^{me} séance.

33^{me} séance.

38^{me} séance.

39^{me} séance.

40^{me} séance.

44^{me} séance (extrait).

Folder 15.

Plenary meetings of the General Assembly.

Records of proceedings and document.

64th meeting (excerpt)—Future status of South-West Africa: report of the Fourth Committee: resolution.

[*Note—See Folder 14 for:*

Report of the Fourth Committee

A[250.]

Folder 16.

Plenary meetings of the General Assembly.

Resolution.

Resolutions adopted on the reports of the Fourth Committee—65 (I). Future status of South-West Africa.

VI. RECORDS OF THE GENERAL ASSEMBLY, SECOND SESSION

Folder 17.

Inclusion of item in the agenda.

Documents.

Agenda for the Second Session of the General Assembly.

Distribution of work among the Committees.

Folder 18.

Fourth Committee.

Records of proceedings.

29th meeting.

30th meeting.

31st meeting.

32nd meeting.

33rd meeting.

38th meeting.

39th meeting.

40th meeting.

44th meeting (excerpt).

45^{me} séance.47^{me} séance (extrait).**Chemise 19.***Quatrième Commission.**Documents.*

- Note du Secrétaire général sur des communications reçues par le Secrétaire général — Annexe 3 c A/C.4/94.
- Communications reçues par le Secrétaire général : mémorandum relatif au Sud-Ouest africain, par le révérend Michael Scott, avec préface par Freda Troupe — Annexe 3 d A/C.4/95.
- Communications reçues par le Secrétaire général : lettre du révérend Michael Scott transmettant des pétitions présentées par des habitants du Sud-Ouest africain — Annexe 3 e A/C.4/96.
- Communications reçues par le Secrétaire général : câblogramme envoyé par le révérend Michael Scott — Annexe 3 f A/C.4/97.
- Déclaration de la délégation de l'Union sud-africaine relative aux documents A/C.4/95 et A/C.4/96 — Annexe 3 g A/C.4/118.
- Projet de résolution soumis par la délégation de l'Inde — Annexe 3 h A/C.4/99.
- Pologne : amendements à la résolution présentée par l'Inde (A/C.4/99).
Voir Chemise 18, 38^{me} séance, p. 49 A/C.4/103.
- Amendements proposés par la délégation de Cuba au projet de résolution soumis par la délégation de l'Inde (A/C.4/99) — Annexe 3 i A/C.4/112.
- Amendement proposé par la délégation du Panama au projet de résolution soumis par la délégation de l'Inde (A/C.4/99) — Annexe 3 j A/C.4/113.
- Amendements proposés par la délégation des Philippines au projet de résolution soumis par la délégation de l'Inde (A/C.4/99) — Annexe 3 k A/C.4/115/Rev. 1.
- Texte révisé par la délégation de l'Inde du projet de résolution soumis par la délégation de l'Inde (A/C.4/99) — Annexe 3 l A/C.4/99/Rev. 1.
- Pologne : amendement à la résolution révisée présentée par l'Inde (A/C.4/99/Rev. 1)
Voir Chemise 18, 45^{me} séance, p. 96. A/C.4/122

45th meeting.

47th meeting (excerpt).

Folder 19.

Fourth Committee.

Documents.

- Note by the Secretary-General on communications received by the Secretary-General—Annex 3 *c* A/C.4/94.
- Communications received by the Secretary-General: memorandum on South-West Africa by the Reverend Michael Scott, with a preface by Freda Troupe—Annex 3 *d* A/C.4/95.
- Communications received by the Secretary-General: letter from the Reverend Michael Scott transmitting petitions from inhabitants of South-West Africa—Annex 3 *e* A/C.4/96.
- Communications received by the Secretary-General: cablegram from the Reverend Michael Scott—Annex 3 *f* A/C.4/97.
- Statement by the delegation of the Union of South Africa regarding documents A/C.4/95 and A/C.4/96—Annex 3 *g* A/C.4/118.
- Draft resolution submitted by the delegation of India—Annex 3 *h* A/C.4/99.
- Poland: amendments to resolution proposed by India (A/C.4/99)
See Folder 18, 38th meeting, p. 49. A/C.4/103.
- Amendments proposed by the delegation of Cuba to the draft resolution submitted by the delegation of India (A/C.4/99)—Annex 3 *i* A/C.4/112.
- Amendment proposed by the delegation of Panama to the draft resolution submitted by the delegation of India (A/C.4/99)—Annex 3 *j* A/C.4/113.
- Amendments proposed by the delegation of the Philippines to the draft resolution submitted by the delegation of India (A/C.4/99)—Annex 3 *k* A/C.4/115/Rev. I.
- Revision by the delegation of India of the resolution submitted by the delegation of India (A/C.4/99)—Annex 3 *l* A/C.4/99/Rev. I.
- Poland: amendment to revised resolution proposed by India (A/C.4/99/Rev. I)
See Folder 18, 45th meeting, p. 96. A/C.4/122.

- Projet de résolution soumis par la délégation du Danemark — Annexe 3 *m* A/C.4/100.
- Pérou : amendement à la résolution présentée par le Danemark (A/C.4/100) A/C.4/114.
Voir Chemise 18, 39^{me} séance, p. 56.
- Amendements proposés par la délégation de la Belgique au projet de résolution soumis par la délégation du Danemark (A/C.4/100) — Annexe 3 *n* A/C.4/116.
- Amendement proposé par la délégation du Danemark au projet de résolution soumis par la délégation du Danemark (A/C.4/100) — Annexe 3 *o* A/C.4/117.
- Texte révisé par la délégation du Danemark du projet de résolution soumis par la délégation du Danemark (A/C.4/100) — Annexe 3 *p* A/C.4/100/Rev. 1.
- Pays-Bas : amendement à la résolution révisée présentée par le Danemark (A/C.4/100/Rev. 1) A/C.4/121.
Voir Chemise 18, 45^{me} séance, p. 94.
- [*Note : Voir Chemise 21 pour :*
Rapport de la Quatrième Commission (A/422) A/C.4/126.]

Chemise 20.

Séances plénières de l'Assemblée générale.

Comptes rendus des débats.

- 104^{me} séance plénière — Question du Sud-Ouest africain : rapport de la Quatrième Commission (A/422 et A/429) (extrait).
- 105^{me} séance plénière — Suite de la discussion sur les nouveaux projets d'accord de tutelle.

Chemise 21.

Séances plénières de l'Assemblée générale.

Documents.

- Examen de nouveaux accords de tutelle éventuels : question du Sud-Ouest africain — Rapport de la Quatrième Commission — Annexe 13 A/422.
- Examen de nouveaux accords de tutelle : question du Sud-Ouest africain — Communication du Gouvernement de l'Union sud-afri-

Draft resolution submitted by the delegation of Denmark—Annex 3 <i>m</i>	A/C.4/100.
Peru: amendment to resolution proposed by Denmark (A/C.4/100) <i>See Folder 18, 39th meeting, p. 56.</i>	A/C.4/114.
Amendments proposed by the delegation of Belgium to the draft resolution submitted by the delegation of Denmark (A/C.4/100)—Annex 3 <i>n</i>	A/C.4/116.
Amendment proposed by the delegation of Denmark to the draft resolution submitted by the delegation of Denmark (A/C.4/100)—Annex 3 <i>o</i>	A/C.4/117.
Revision by the delegation of Denmark of the draft resolution submitted by the delegation of Denmark (A/C.4/100)—Annex 3 <i>p</i>	A/C.4/100/Rev. 1.
Netherlands: amendment to revised resolution proposed by Denmark (A/C.4/100/Rev. 1) <i>See Folder 18, 45th meeting, p. 94.</i>	A/C.4/121.
[<i>Note: See Folder 21 for:</i> <i>Report of the Fourth Committee (A/422)</i>	A/C.4/126.]

Folder 20.

Plenary meetings of the General Assembly.

Records of proceedings.

- 104th plenary meeting—Question of South-West Africa: report of the Fourth Committee (A/422 and A/429) (excerpt).
- 105th plenary meeting—Continuation of the discussion of proposed new trusteeship agreements.

Folder 21.

Plenary meetings of the General Assembly.

Documents.

- Consideration of proposed new trusteeship agreements, if any: question of South-West Africa—Report of the Fourth Committee—Annex 13
- A/422.
- Consideration of proposed new trusteeship agreements: question of South-West Africa—Communication from the Government of

caine relative au statut futur du Sud-Ouest africain (Résolutions de l'Assemblée générale 9 (I) du 9 février 1946 et 65 (I) du 14 décembre 1946) — Note du Secrétaire général

A/334.

Examen de nouveaux accords de tutelle : question du Sud-Ouest africain — Communication du Gouvernement de l'Union sud-africaine sur les « mesures prises par le Gouvernement de l'Union pour communiquer à la population du Sud-Ouest africain les résultats des discussions qui ont eu lieu lors de la dernière session de l'Assemblée générale des Nations Unies concernant l'avenir du Territoire » (Résolutions de l'Assemblée générale 9 (I) du 9 février 1946 et 65 (I) du 14 décembre 1946) — Note du Secrétaire général

A/334/Add. 1.

Examen de nouveaux accords de tutelle éventuels : question du Sud-Ouest africain — Danemark : amendement au projet de résolution présenté par la Quatrième Commission (A/422)
Voir *Chemise 20, 104^{me} séance, pp. 575-576.*

A/429.

Chemise 22.

Séances plénières de l'Assemblée générale.

Résolution.

Résolutions adoptées sur les rapports de la Quatrième Commission — 141 (II). Examen de nouveaux accords de tutelle éventuels : question du Sud-Ouest africain.

VII. COMPTES RENDUS DU CONSEIL DE TUTELLE, DEUXIÈME SESSION

Chemise 23.

Inscription de la question à l'ordre du jour.

Document.

Ordre du jour de la deuxième session du Conseil de Tutelle

T/47/Rev. 1.

Chemise 24.

Conseil de Tutelle.

Comptes rendus des débats.

6^{me} séance (extrait).

10^{me} séance (extrait).

the Union of South Africa on the future status of South-West Africa (General Assembly Resolutions 9 (I) of 9 February, 1946, and 65 (I) of 14 December, 1946)—Note by the Secretary-General

A/334.

Consideration of proposed new trusteeship agreements: question of South-West Africa—Communication from the Government of the Union of South Africa on “steps taken by the Union Government to inform the population of South-West Africa of the outcome of the discussions at the last session of the United Nations General Assembly regarding the future of the Territory” (General Assembly Resolutions 9 (I) of 9 February, 1946, and 65 (I) of 14 December, 1946)—Note by the Secretary-General

A/334/Add. 1.

Consideration of proposed new trusteeship agreements, if any: question of South-West Africa—Denmark: amendment to the draft resolution submitted by the Fourth Committee (A/422)

A/429.

See *Folder 20, 104th meeting, pp. 575-576.*

Folder 22.

Plenary meetings of the General Assembly.

Resolution.

Resolutions adopted on the reports of the Fourth Committee—141 (II). Consideration of proposed new trusteeship agreements, if any: question of South-West Africa.

VII. RECORDS OF THE TRUSTEESHIP COUNCIL, SECOND SESSION

Folder 23.

Inclusion of item in the agenda.

Document.

Agenda for the second session of the Trusteeship Council

T/47/Rev. 1.

Folder 24.

Trusteeship Council.

Records of proceedings.

6th meeting (excerpt).

10th meeting (excerpt).

15^{me} séance.

18^{me} séance (extraits).

Chemise 25.

Conseil de Tutelle.

Documents.

Résolution de l'Assemblée générale 141 (II)
du 1^{er} novembre 1947 relative à la question
du Sud-Ouest africain : Note du Secrétaire
général

T/52.

*Report by the Government of the Union of South
Africa on the administration of South-West
Africa for the year 1946. [En anglais seule-
ment.]*

Communications reçues par le Secrétaire général
relatives au Sud-Ouest africain : Note du
Secrétariat

T/55.

Communications reçues par le Secrétaire général
relatives au Sud-Ouest africain : Note du
Secrétariat

T/55/Add. 1.

Questions à transmettre au Gouvernement de
l'Union sud-africaine (Rapport du Comité
spécial de rédaction)

T/96.

*Voir Chemise 26 — Résolution 28 (II) du
Conseil de Tutelle — Annexe et Chemise 24
-- 18^{me} séance, pp. 30 à 32.*

Chemise 26.

Conseil de Tutelle.

Résolution.

Résolutions adoptées par le Conseil de Tutelle
pendant sa deuxième session — 28 (II). Rap-
port du Gouvernement de l'Union sud-afri-
caine sur l'administration du Sud-Ouest
africain pendant l'année 1946.

VIII. COMPTES RENDUS DU CONSEIL DE TUTELLE, TROISIÈME SESSION

Chemise 27.

Inscription de la question à l'ordre du jour.

Document.

Ordre du jour.

15th meeting.

18th meeting (excerpts).

Folder 25.

Trusteeship Council.

Documents.

General Assembly Resolution 141 (II) of 1 November, 1947, regarding the question of South-West Africa : Note by the Secretary-General T/52.

Report by the Government of the Union of South Africa on the administration of South-West Africa for the year 1946.

Communications received by the Secretary-General relating to South-West Africa : Note by the Secretariat T/55.

Communications received by the Secretary-General relating to South-West Africa : Note by the Secretariat T/55/Add. 1.

Questions to be transmitted to the Government of the Union of South Africa (Report of the Drafting Committee) T/96.
See Folder 26—Resolution 28 (II) of the Trusteeship Council—Annex and Folder 24—18th meeting, pp. 30 to 32.

Folder 26.

Trusteeship Council.

Resolution.

Resolutions adopted by the Trusteeship Council during its second session—28 (II). Report of the Government of the Union of South Africa on the administration of South-West Africa for the year 1946.

VIII. RECORDS OF THE TRUSTEESHIP COUNCIL, THIRD SESSION

Folder 27.

Inclusion of item in the agenda.

Document.

Agenda.

Chemise 28.*Conseil de Tutelle.**Comptes rendus des débats.*31^{me} séance (extrait).41^{me} séance.42^{me} séance (extrait).**Chemise 29.***Conseil de Tutelle.**Documents.*

Réponse du Gouvernement de l'Union sud-africaine au questionnaire du Conseil de Tutelle relatif au rapport adressé à l'Organisation des Nations Unies sur l'administration du Sud-Ouest africain pendant l'année 1946

T/175.

Communications reçues par le Secrétaire général conformément à l'article 24 du règlement intérieur du Conseil de Tutelle

T/181.

Communications reçues par le Secrétaire général conformément à l'article 24 du règlement intérieur du Conseil de Tutelle

T/181/Add. 1.

Communications reçues par le Secrétaire général conformément à l'article 24 du règlement intérieur du Conseil de Tutelle

T/181/Add. 2.

Communications reçues par le Secrétaire général conformément à l'article 24 du règlement intérieur du Conseil de Tutelle

T/181/Add. 3.

Communications reçues par le Secrétaire général conformément à l'article 24 du règlement intérieur du Conseil de Tutelle

T/181/Add. 4.

Communications reçues par le Secrétaire général conformément à l'article 24 du règlement intérieur du Conseil de Tutelle

T/181/Add. 5.

Communications reçues par le Secrétaire général conformément à l'article 24 du règlement intérieur du Conseil de Tutelle

T/181/Add. 6.

Communications reçues par le Secrétaire général conformément à l'article 24 du règlement intérieur du Conseil de Tutelle

T/181/Add. 7.

Rapport du Comité de rédaction sur le rapport relatif à l'administration du Territoire sous tutelle du Sud-Ouest africain pour l'année 1946

T/209.

Folder 28.*Trusteeship Council.**Records of proceedings.*

31st meeting (excerpt).

41st meeting.

42nd meeting (excerpt).

Folder 29.*Trusteeship Council.**Documents.*

Reply of the Government of the Union of South Africa to the Trusteeship Council questionnaire on the report to the United Nations on the administration of South-West Africa for the year 1946

T/175.

Communications received by the Secretary-General under rule 24 of the rules of procedure for the Trusteeship Council

T/181.

Communications received by the Secretary-General under rule 24 of the rules of procedure for the Trusteeship Council

T/181/Add. 1.

Communications received by the Secretary-General under rule 24 of the rules of procedure for the Trusteeship Council

T/181/Add. 2.

Communications received by the Secretary-General under rule 24 of the rules of procedure for the Trusteeship Council

T/181/Add. 3.

Communications received by the Secretary-General under rule 24 of the rules of procedure for the Trusteeship Council

T/181/Add. 4.

Communications received by the Secretary-General under rule 24 of the rules of procedure for the Trusteeship Council

T/181/Add. 5.

Communications received by the Secretary-General under rule 24 of the rules of procedure for the Trusteeship Council

T/181/Add. 6.

Communications received by the Secretary-General under rule 24 of the rules of procedure for the Trusteeship Council

T/181/Add. 7.

Report of the Drafting Committee on the report on the administration of the Trust Territory of South-West Africa for 1946

T/209.

Rapport du Conseil de Tutelle sur ses deuxième
et troisième sessions — Chapitre VII — Sud-
Ouest africain — Rapport sur l'administra-
tion du Sud-Ouest africain pour 1946 A/603.

IX. COMPTES RENDUS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, PREMIÈRE PARTIE
DE LA TROISIÈME SESSION

Chemise 30.

Inscription de la question à l'ordre du jour.

Documents.

Ordre du jour de l'Assemblée générale, Troi-
sième Session.

Distribution du travail entre les Commissions.

Chemise 31.

Quatrième Commission.

Comptes rendus des débats.

76^{me} séance.

77^{me} séance.

78^{me} séance.

79^{me} séance.

80^{me} séance.

81^{me} séance.

82^{me} séance.

83^{me} séance.

84^{me} séance.

85^{me} séance.

Chemise 32.

Quatrième Commission.

Documents.

Rapport de la Quatrième Commission A/734.

Danemark, Norvège et Uruguay : projet de
résolution A/C.4/163.

Voir A/734, pp. 405 et 406.

Danemark, Norvège et Uruguay : projet de
résolution révisé A/C.4/163/Rev. 1.

Voir A/734, pp. 407 et 411.

Report of the Trusteeship Council covering its second and third sessions—Chapter VII—South-West Africa—Report on the administration of South-West Africa for 1946 A/603.

IX. RECORDS OF THE GENERAL ASSEMBLY, FIRST PART OF THE THIRD SESSION

Folder 30.

Inclusion of item in the agenda.

Documents.

Agenda of the General Assembly, Third Session.

Distribution of work among the Committees.

Folder 31.

Fourth Committee.

Records of proceedings.

76th meeting.

77th meeting.

78th meeting.

79th meeting.

80th meeting.

81st meeting.

82nd meeting.

83rd meeting.

84th meeting.

85th meeting.

Folder 32.

Fourth Committee.

Documents.

Report of the Fourth Committee A/734.

Denmark, Norway and Uruguay : draft resolution A/C.4/163/Corr. I.

See A/734, pp. 405 and 406.

Denmark, Norway and Uruguay : revised draft resolution A/C.4/163/Rev. I.

See A/734, pp. 407 and 411.

- Inde : projet de résolution A/C.4/164.
Voir A/734, pp. 407 et 408.
- Grèce : amendement au projet de résolution
 déposé par le Danemark, la Norvège et l'Uruguay (A/C.4/163) A/C.4/165.
Voir A/734, pp. 406 et 407.
- Cuba : amendement au projet de résolution
 déposé par le Danemark, la Norvège et l'Uruguay (A/C.4/163) A/C.4/166.
Voir A/734, pp. 408 et 409.
- Inde : amendement à l'amendement de Cuba
 (A/C.4/166) se rapportant au projet de résolution
 déposé par le Danemark, la Norvège et l'Uruguay (A/C.4/163/Rev. 1) A/C.4/167.
Voir Chemise 31, 82^{me} séance, pp. 358 et 359.
- Inde : amendement complémentaire à l'amendement
 proposé par Cuba au projet commun de résolution du Danemark, de la Norvège et de l'Uruguay (A/C.4/163/Rev. 1) A/C.4/167/Rev. 1.
Voir A/734, pp. 408 et 410.
- Birmanie et Philippines : amendement au projet
 révisé de résolution présenté par le Danemark, la Norvège et l'Uruguay (A/C.4/163/Rev. 1) A/C.4/168.
Voir Chemise 31, 83^{me} séance, p. 371.
- Belgique : amendement au projet de résolution
 déposé par le Danemark, la Norvège et l'Uruguay (A/C.4/163/Rev. 1) A/C.4/169.
Voir Chemise 31, 82^{me} séance, p. 362.
- Inde : amendement au projet de résolution
 révisé du Danemark, de la Norvège et de l'Uruguay (A/C.4/163/Rev. 1) A/C.4/170.
Voir Chemise 31, 84^{me} séance, p. 373.
- Rapport du Gouvernement de l'Union sud-africaine
 sur l'administration du Sud-Ouest africain : rapport du Conseil de Tutelle —
 Lettre en date du 19 novembre 1948 adressée au Président de la Quatrième Commission
 par le Président de la délégation de l'Union sud-africaine A/C.4/171.
- Projet de rapport de la Quatrième Commission A/C.4/172.
Même texte dans A/734.
- [*Note — Voir Chemise 29 pour :*
Rapport du Conseil de Tutelle sur ses deuxième et troisième sessions — Chapitre VII — Sud-Ouest africain — Rapport sur l'administration du Sud-Ouest africain pour 1946 A/603.]

- India : draft resolution A/C.4/164.
See A/734, pp. 407 and 408.
- Greece : amendment to the draft resolution of Denmark, Norway and Uruguay (A/C.4/163) A/C.4/165.
See A/734, pp. 406 and 407.
- Cuba : amendment to the draft resolution submitted by Denmark, Norway and Uruguay (A/C.4/163) A/C.4/166.
See A/734, pp. 408 and 409.
- India : sub-amendment to the amendment of Cuba (A/C.4/166) to the draft resolution of Denmark, Norway and Uruguay (A/C.4/163/Rev. 1) A/C.4/167.
See Folder 31, 82nd meeting, pp. 358 and 359.
- India : sub-amendment to the amendment of Cuba (A/C.4/166) to the draft resolution of Denmark, Norway and Uruguay (A/C.4/163/Rev. 1) A/C.4/167/Rev. 1.
See A/734, pp. 408 and 410.
- Burma and Philippines : amendment to the revised draft resolution of Denmark, Norway and Uruguay (A/C.4/163/Rev. 1) A/C.4/168.
See Folder 31, 83rd meeting, p. 371.
- Belgium : amendment to the draft resolution of Denmark, Norway and Uruguay (A/C.4/163/Rev. 1) A/C.4/169.
See Folder 31, 82nd meeting, p. 362.
- India : amendment to the revised draft resolution of Denmark, Norway and Uruguay (A/C.4/163/Rev. 1) A/C.4/170.
See Folder 31, 84th meeting, p. 373.
- Report of the Government of the Union of South Africa on the administration of South-West Africa : report of the Trusteeship Council—Letter dated 19 November, 1948, from the Delegation of the Union of South Africa to the Chairman of the Fourth Committee A/C.4/171.
- Draft report of the Fourth Committee A/C.4/172.
Same text as A/734.
- [*Note—See Folder 29 for :
 Report of the Trusteeship Council covering its second and third sessions—Chapter VII—South-West Africa—Report on the administration of South-West Africa for 1946* A/603.]

Chemise 33.*Séances plénières de l'Assemblée générale.**Comptes rendus des débats et documents.*

164^{me} séance plénière — Rapport du Gouvernement de l'Union sud-africaine sur l'administration du Sud-Ouest africain. Rapport du Conseil de Tutelle : rapport de la Quatrième Commission.

Note — Voir Chemise 29 pour :

Rapport du Conseil de Tutelle sur ses deuxième et troisième sessions — Chapitre VII — Sud-Ouest africain — Rapport sur l'administration du Sud-Ouest africain pour 1946

A/603.

Voir chemise 32 pour :

Rapport de la Quatrième Commission

A/734.]

Chemise 34.*Séances plénières de l'Assemblée générale.**Résolution.*

227 (III). Question du Sud-Ouest africain.

X. COMPTES RENDUS DU CONSEIL DE TUTELLE, CINQUIÈME SESSION**Chemise 35.***Séances du Conseil de Tutelle.**Comptes rendus des débats.*

1^{re} séance.

25^{me} séance.

27^{me} séance.

Chemise 36.*Conseil de Tutelle.**Documents.*

Question du Sud-Ouest africain — Note du Secrétaire général

T/371.

Question du Sud-Ouest africain : projet de résolution soumis par les Philippines

T/383.

Folder 33.

Plenary meetings of the General Assembly.

Records of proceedings and documents.

164th plenary meeting—Report of the Government of the Union of South Africa on the administration of South-West Africa. Report of the Trusteeship Council: report of the Fourth Committee.

[*Note—See Folder 29 for :*
Report of the Trusteeship Council covering its second and third sessions—Chapter VII—South-West Africa—Report on the administration of South-West Africa for 1946 A/603.

See Folder 32 for :
Report of the Fourth Committee A/734.]

Folder 34.

Plenary meetings of the General Assembly.

Resolution.

227 (III). Question of South-West Africa.

X. RECORDS OF THE TRUSTEESHIP COUNCIL, FIFTH SESSION

Folder 35.

Meetings of the Trusteeship Council.

Records of proceedings.

1st meeting.
 25th meeting.
 27th meeting.

Folder 36.

Trusteeship Council.

Documents.

Question of South-West Africa—Note by the Secretary-General T/371.

Question of South-West Africa: draft resolution submitted by the Philippines T/383.

[Note — Voir Chemise 42 pour :

Lettre adressée au Secrétaire général par M. J. R. Jordaan, représentant permanent adjoint de l'Union sud-africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies

A/929.]

Chemise 37.

Loi constitutionnelle du Sud-Ouest africain.

Lettre adressée au Secrétaire général par M. J. R. Jordaan, représentant permanent adjoint de l'Union sud-africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies

A/929.

South-West Africa Constitution Act, 1925—The Laws of South-West Africa, 1925: Proclamations and principal Government notices issued in South-West Africa, 1st January to 31st December, 1925 (extrait). [En anglais seulement.]

Chemise 38.

Conseil de Tutelle.

Résolution.

III (V). Question du Sud-Ouest africain.

XI. COMPTES RENDUS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, QUATRIÈME SESSION

Chemise 39.

Inscription de la question à l'ordre du jour.

Document.

Ordre du jour de l'Assemblée générale —
Quatrième Session

A/994, A/994/Add. 1
et A/994/Add. 2.

Distribution de travail entre les Commissions.

Chemise 40.

Quatrième Commission.

Comptes rendus des débats.

128^{me} séance.

129^{me} séance.

130^{me} séance.

91

[*Note—See Folder 42 for:*

Letter from Mr. J. R. Jordaan, deputy permanent representative of the Union of South Africa to the United Nations, addressed to the Secretary-General

A/929.]

Folder 37.

South-West Africa Constitution Act.

Letter from Mr. J. R. Jordaan, deputy permanent representative of the Union of South Africa to the United Nations, addressed to the Secretary-General

A/929.

South-West Africa Constitution Act, 1925—
The Laws of South-West Africa, 1925: Proclamations and principal Government notices issued in South-West Africa, 1st January to 31st December, 1925 (excerpt).

Folder 38.

Trusteeship Council.

Resolution.

III (V). Question of South-West Africa.

XI. RECORDS OF THE GENERAL ASSEMBLY, FOURTH SESSION

Folder 39.

Inclusion of item in the agenda.

Document.

Agenda of the General Assembly—Fourth Session

A/994, A/994/Add. 1
and A/994/Add. 2.

Distribution of work among the Committees.

Folder 40.

Fourth Committee.

Records of proceedings.

128th meeting.

129th meeting.

130th meeting.

131^{me} séance.
 132^{me} séance.
 133^{me} séance.
 134^{me} séance.
 135^{me} séance.
 136^{me} séance.
 137^{me} séance.
 138^{me} séance.
 139^{me} séance.
 140^{me} séance.
 141^{me} séance.

Chemise 41.

Quatrième Commission.

Documents.

- Inde : projet de résolution A/C.4/L.53.
Voir Chemise 42 — Question du Sud-Ouest africain : rapport du Conseil de Tutelle — Rapport de la Quatrième Commission — Paragraphe 29 (A/1180).
- Danemark, Norvège, Syrie et Thaïlande : projet de résolution A/C.4/L.54.
Voir Chemise 42 — Question du Sud-Ouest africain : rapport du Conseil de Tutelle — Rapport de la Quatrième Commission — Paragraphe 34 i) (A/1180).
- Inde : projet de résolution A/C.4/L.55.
Voir Chemise 42 — Question du Sud-Ouest africain : rapport du Conseil de Tutelle — Rapport de la Quatrième Commission — Paragraphe 34 ii) (A/1180).
- Guatemala : proposition A/C.4/L.56.
- Guatemala : proposition (texte remanié) A/C.4/L.56/Rev. 1.
Voir Chemise 42 — Question du Sud-Ouest africain : rapport du Conseil de Tutelle — Rapport de la Quatrième Commission — Paragraphe 7 (A/1180).
- République dominicaine : amendement à la proposition du Guatemala (A/C.4/L.56) A/C.4/L.58.
Voir Chemise 40, 132^{me} séance, paragraphe 2.
- Union des Républiques socialistes soviétiques : amendement au projet de résolution de l'Inde (A/C.4/L.53) A/C.4/L.61.
Voir Chemise 42 — Question du Sud-Ouest africain : rapport du Conseil de Tutelle —

- 131st meeting.
- 132nd meeting.
- 133rd meeting.
- 134th meeting.
- 135th meeting.
- 136th meeting.
- 137th meeting.
- 138th meeting.
- 139th meeting.
- 140th meeting.
- 141st meeting.

Folder 41.

Fourth Committee.

Documents.

- India : draft resolution A/C.4/L.53.
See Folder 42—Question of South-West Africa : report of the Trusteeship Council—Report of the Fourth Committee—Paragraph 29 (A/1180).
- Denmark, Norway, Syria and Thailand : draft resolution A/C.4/L.54.
See Folder 42—Question of South-West Africa : report of the Trusteeship Council—Report of the Fourth Committee—Paragraph 34 (i) (A/1180).
- India : draft resolution A/C.4/L.55.
See Folder 42—Question of South-West Africa : report of the Trusteeship Council—Report of the Fourth Committee—Paragraph 34 (ii) (A/1180).
- Guatemala : proposal A/C.4/L.56.
- Guatemala : revised proposal A/C.4/L.56/Rev. 1.
See Folder 42—Question of South-West Africa : report of the Trusteeship Council—Report of the Fourth Committee—Paragraph 7 (A/1180).
- Dominican Republic : amendment to the proposal submitted by Guatemala (A/C.4/L.56) A/C.4/L.58.
See Folder 40, 132nd meeting, paragraph 2.
- Union of Soviet Socialist Republics : amendment to the draft resolution submitted by India (A/C.4/L.53) A/C.4/L.61.
See Folder 42—Question of South-West Africa : report of the Trusteeship Council

- Rapport de la Quatrième Commission —
Paragraphe 32 (A/II80).*
- Guatemala : amendement au projet de résolution de l'Inde (A/C.4/L.53) A/C.4/L.63.
Voir Chemise 40, 136^{me} séance, paragraphes 48 et 49.
- Danemark, Inde, Norvège, Syrie et Thaïlande : projet de résolution A/C.4/L.64.
Voir Chemise 42 — Question du Sud-Ouest africain : rapport du Conseil de Tutelle — Rapport de la Quatrième Commission — Paragraphe 35 (A/II80).
- Communications reçues par le Secrétaire général A/C.4/L.57 et A/C.4/L.57/Corr. I.
- Résolution adoptée par la Quatrième Commission à sa 134^{me} séance, le 23 novembre 1949 A/C.4/L.60.
Voir Chemise 42 — Question du Sud-Ouest africain : rapport du Conseil de Tutelle — Rapport de la Quatrième Commission — Paragraphe 10 (A/II80).
- Rapport de la Sous-Commission 7 à la Quatrième Commission A/C.4/L.62.
- Question du Sud-Ouest africain : rapport du Conseil de Tutelle — Projet de rapport de la Quatrième Commission A/C.4/L.65.
Voir Chemise 42 — Question du Sud-Ouest africain : rapport du Conseil de Tutelle — Rapport de la Quatrième Commission — (A/II80).
- Documents soumis par le pasteur Michael Scott A/C.4/L.66.

Chemise 42.

*Séances plénières de l'Assemblée générale.
Comptes rendus des débats et documents.*

269^{me} séance plénière.

- Lettre adressée au Secrétaire général par M. J. R. Jordaan, représentant permanent adjoint de l'Union sud-africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies A/929.
- Rapport du Conseil de Tutelle sur ses quatrième et cinquième sessions — 3. Question du Sud-Ouest africain A/933.
- Note du Secrétaire général A/962.

—*Report of the Fourth Committee—Paragraph 32 (A/1180).*

Guatemala : amendment to the draft resolution submitted by India (A/C.4/L.53) A/C.4/L.63.

See Folder 40, 136th meeting, paragraphs 48 and 49.

Denmark, India, Norway, Syria and Thailand : draft resolution A/C.4/L.64.

See Folder 42—Question of South-West Africa : report of the Trusteeship Council—Report of the Fourth Committee—Paragraph 35 (A/1180).

Communications received by the Secretary-General A/C.4/L.57 and A/C.4/L.57/Corr. I.

Resolution adopted by the Fourth Committee at its 134th meeting, on 23 November, 1949 A/C.4/L.60.

See Folder 42—Question of South-West Africa : report of the Trusteeship Council—Report of the Fourth Committee—Paragraph 10 (A/1180).

Report of Sub-Committee 7 to the Fourth Committee A/C.4/L.62.

Question of South-West Africa : report of the Trusteeship Council—Draft report of the Fourth Committee A/C.4/L.65.

See Folder 42—Question of South-West Africa : report of the Trusteeship Council—Report of the Fourth Committee—(A/1180).

Documents submitted by the Reverend Michael Scott A/C.4/L.66.

Folder 42.

Plenary meetings of the General Assembly.

Records of proceedings and documents.

269th plenary meeting.

Letter from Mr. J. R. Jordaan, deputy permanent representative of the Union of South Africa to the United Nations, addressed to the Secretary-General A/929.

Report of the Trusteeship Council covering its fourth and fifth sessions—3. Question of South-West Africa A/933.

Note by the Secretary-General A/962.

Question du Sud-Ouest africain : rapport du Conseil de Tutelle — Rapport de la Quatrième Commission A/II80.

Question du Sud-Ouest africain — Argentine, Belgique, Brésil, Canada, Chine, Danemark, États-Unis d'Amérique, Guatemala, Irak, Liban, Mexique, Norvège, République dominicaine, Syrie, Thaïlande, Turquie, Uruguay : amendement au projet de résolution II proposé par la Quatrième Commission (A/II80) A/II97.
Voir 269^{me} séance plénière, paragraphe 53.

Chemise 43.

Séances plénières de l'Assemblée générale.

Résolutions.

Résolutions adoptées sur les rapports de la Quatrième Commission — 337 (IV). Question du Sud-Ouest africain : confirmation de résolutions antérieures et présentation de rapports. 338 (IV). Question du Sud-Ouest africain : demande d'avis consultatif à la Cour internationale de Justice.

2

DOCUMENTS SOUMIS A LA COUR PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES A LA REQUÊTE DE LA COUR

XXVIII

Territoires non-autonomes

Résumé des renseignements transmis au Secrétaire général au cours de l'année 1946.

Publication des Nations Unies, n° de vente : 1947 VIB 1.

Quatrième session

Comité spécial pour l'examen des renseignements transmis en vertu de l'article 73^e de la Charte.

Date de réception des renseignements A/AC.28.W.6
Territoires énumérés. Point IV de l'ordre du jour provisoire.

Question of South-West Africa : report of the Trusteeship Council—Report of the Fourth Committee A/1180.

Question of South-West Africa—Argentina, Belgium, Brazil, Canada, China, Denmark, Dominican Republic, Guatemala, Iraq, Lebanon, Mexico, Norway, Syria, Thailand, Turkey, United States of America, Uruguay : amendment to draft resolution II proposed by the Fourth Committee (A/1180) A/1197.
See 269th plenary meeting, paragraph 53.

Folder 43.

Plenary meetings of the General Assembly.

Resolutions.

Resolutions adopted on the reports of the Fourth Committee—337 (IV). Question of South-West Africa : reiteration of previous resolutions and submission of reports. 338 (IV). Question of South-West Africa : request for an advisory opinion of the International Court of Justice.

2

DOCUMENTS SUBMITTED TO THE COURT BY THE SECRETARY-GENERAL OF THE UNITED NATIONS AT THE REQUEST OF THE COURT

xxviii

Non-self-governing territories

Summary of information transmitted to the Secretary-General during 1946.

United Nations Publications, Sales No. 1947 VIB 1.

Fourth Session

Special Committee on information transmitted under Article 73(e) of the Charter.

Non-self-governing territories.

Date of receipt of information on territories enumerated. Item IV of the Provisional Agenda

A/AC.28.W.6

Quatrième session

Renseignements relatifs aux territoires non-autonomes.

Résumé et analyse des renseignements transmis en vertu de l'article 73 e) de la Charte A/915
Rapport du Secrétaire général.

Quatrième session.

Renseignements provenant des territoires non-autonomes.

Résumé et analyse des renseignements transmis en vertu de l'article 73 e) de la Charte A/915, Addendum 1.
Rapport du Secrétaire général.

Fourth Session

Information from non-self-governing territories. Summary and analysis of information transmitted under Article 73 (e) of the Charter
Report of the Secretary-General.

A/915,

Fourth Session

Information from non-self-governing territories.
Summary and analysis of information transmitted under Article 73 (e) of the Charter
Report of the Secretary-General.

A/915 Addendum I.

